

9 novembre 2023

Langue de l'original : français

COI FOCUS

HAITI

Situation sécuritaire

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles utilisés.....	3
Introduction	5
1. Bref historique	6
2. Protagonistes	8
2.1. Les oligarques et hauts dignitaires politiques.....	8
2.2. Les gangs	9
2.3. Les groupes d'autodéfense.....	10
2.4. Les forces de sécurité.....	12
2.4.1. La police.....	12
2.4.2. L'armée.....	13
3. Typologie de la violence	13
3.1. Généralités	13
3.2. Homicides/massacres.....	14
3.3. Kidnappings	14
3.4. Extorsion	15
3.5. Recrutement forcé	15
3.6. Violences sexuelles et basées sur le genre	16
3.7. Entraves à la liberté de circuler	17
4. Cibles de la violence	18
4.1 Membres (présumés) de gangs.....	18
4.2. Membres (présumés) de groupes d'autodéfense	18
4.3. Résidents de quartiers occupés ou convoités par des gangs	18
4.4. Policiers.....	19
4.5. Femmes, LGBT et personnes handicapées.....	20
4.6. Transporteurs et passagers.....	20
4.7. Journalistes.....	21
4.8. Défenseurs des droits humains.....	21
4.9. Paysans.....	21
5. Répartition géographique.....	21
6. Déplacements internes de population	23
7. Situation au retour en Haïti	25
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	27
8.1. Accès aux denrées de base	27
8.2. Accès à l'aide humanitaire	28
8.3. Accès à l'eau potable.....	29
8.4. Accès aux services de santé.....	29
8.5. Accès à des moyens de subsistance	30
8.6. Accès à l'éducation	30
Résumé	32
Bibliographie	33

Liste des sigles utilisés

ACCORD	Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation
AI	Amnesty International
AJ	Al Jazeera
APPE	Association des professionnels du pétrole
BIM	Brigade d'intervention motorisée
BINUH	Bureau intégré des Nations unies en Haïti
CARDH	Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme
CERD	Committee on the Elimination of Racial Discrimination
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DTM	Displacement Tracking Matrix
FAD'H/FADH	Forces Armées d'Haïti
FAO	Food and Agricultural Organization of the United Nations
FJKL	Fondasyon Je Klere
GARR	Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés
GI-TOC	Global Initiative Against Transnational Organized Crime
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HRW	Human Rights Watch
IBESR	Institut pour le bien-être social et de recherches
ICG	International Crisis Group
IJDH	Institut pour la Justice et la Démocratie en Haïti
IPC	Integrated Food Security Phase Classification
IRBC	Immigration and Refugee Board of Canada
LGBTI+	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées
MJSP	Ministère de la Justice et de la Sécurité publique
MSF	Médecins sans frontières
MSNA	Multi-sectoral needs assessment
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
PAM	Programme alimentaire mondial
PNH	Police nationale d'Haïti

RFI	Radio France Internationale
RHI	Réseau Haïtien Information
RNDDH	Réseau national de Défense des Droits humains
SDH	Service des droits humains du BINUH
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
USD	United States dollar
USDOS	United States Department of State
ZMPAP	Zone métropolitaine de Port-au-Prince

Introduction

La présente recherche dresse un état des lieux de la situation sécuritaire en Haïti. Elle porte sur la période allant de juillet 2021 à octobre 2023, mettant l'accent sur la dernière année écoulée. La recherche a été clôturée le 2 octobre 2023.

L'analyse se compose de huit parties. La première partie propose un bref historique remontant au 7 juillet 2021. La deuxième partie décrit les différents protagonistes des violences. Les troisième et quatrième parties abordent respectivement la typologie et les cibles des violences. Les trois parties suivantes s'intéressent à la répartition géographique des violences, au déplacement interne qu'elles induisent et à la situation au retour des Haïtiens ayant résidé à l'étranger. La huitième et dernière partie fait le point sur l'impact des violences sur la vie quotidienne.

Dans le cadre de cette recherche, le Cedoca s'est appuyé sur des sources publiques diverses, notamment sur des rapports de différentes organisations onusiennes dont le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ainsi que sur des rapports d'organisations non gouvernementales (ONG) nationales comme l'Institut pour la Justice et la Démocratie en Haïti (IJDH) et internationales telles qu'International Crisis Group (ICG), Human Rights Watch (HRW), Freedom House et Amnesty International (AI). Le Cedoca a aussi puisé des informations dans une compilation réalisée par le Centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et sur l'asile (Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation, ACCORD). La presse internationale (BBC, Al Jazeera, Reuters) et locale (Le Nouvelliste, Haïti Libre ou Réseau Haïtien Information [RHI] News) ainsi que l'agence de presse indépendante The New Humanitarian ont complété les sources ci-dessus.

Les conditions de sécurité en Haïti font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent rapport serait mis à jour le plus rapidement possible.

1. Bref historique

Les années suivant l'élection de Jovenel Moïse fin 2016 à la présidence du pays, Haïti fait face à une stagnation économique et des niveaux croissants de violence des gangs, d'enlèvements et de meurtres¹.

Le 7 juillet 2021, des hommes armés abattent le président Jovenel Moïse. Depuis cet assassinat, le pays traverse une période de vide du pouvoir, même si le Premier ministre Ariel Henry agit *de facto* en chef d'État, sans l'approbation par le Parlement. Celui-ci a cessé son activité en janvier 2020, lorsque le mandat de la plupart des parlementaires a expiré en l'absence d'élections législatives. Les dernières élections remontent à 2016 pour les présidentielles et 2017 pour les législatives². En août 2021, un groupe de dirigeants intersectoriels, rejoints par des centaines d'associations de la société civile et de partis politiques - appelé plus tard le Groupe de Montana - produit et signe l'Accord de Montana, une feuille de route pour l'établissement d'un nouveau gouvernement de transition³. Le 14 août 2021, un tremblement de terre d'une magnitude plus forte que celui de 2010 fait plus de 2.000 morts⁴.

Haïti connaît en 2022 une crise persistante dans les domaines politique, sécuritaire et humanitaire, toutes les branches du gouvernement étant devenues inopérables⁵. Le 31 janvier de cette année, le Groupe de Montana élit en tant que président par intérim Fritz Jean, lequel n'est reconnu ni par la communauté internationale ni par le gouvernement Henry⁶. Dès le mois d'août, des milliers de manifestants protestent régulièrement contre la violence des gangs, la faim, le manque de services publics élémentaires, l'inflation galopante et la hausse des prix du pétrole⁷. Les Nations unies ordonnent en septembre 2022 l'évacuation de leur personnel non essentiel⁸. Le Premier ministre annonce la fin des subsides au secteur pétrolier le 11 septembre 2022, ce qui enclenche une série de manifestations à l'échelle nationale. Dès le lendemain, des gangs, qui intensifient leur contrôle sur des zones stratégiques, bloquent le principal réservoir de pétrole de la capitale⁹, rendant impossible la distribution de carburant, ce qui nuit gravement au bon fonctionnement d'entreprises, d'écoles, d'hôpitaux. Cela provoque des pénuries en produits de base, entrave la distribution de l'eau et perturbe les télécommunications¹⁰. En octobre 2022, le Premier ministre demande une assistance internationale urgente en matière de sécurité¹¹. Le 3 novembre 2022, la police prend d'assaut le dépôt de pétrole susmentionné, restaurant la fourniture de carburant dans le pays¹². Le président du Sénat et un ancien sénateur, accusés d'être impliqués dans le trafic de drogue, tombent en novembre 2022 sous le coup de sanctions internationales¹³.

Depuis janvier 2023, les mandats de tous les élus ont expiré, les élections n'ayant pas eu lieu depuis 2016. Les gangs contrôlent désormais une grande partie du territoire haïtien étant donné l'absence quasi totale de l'État, et la plupart des Haïtiens vivent dans une insécurité et une pauvreté extrêmes¹⁴.

En août 2023, des agences onusiennes, dont le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) et le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH) dont le mandat a été prorogé

¹ Carleton University, 06/03/2023, [url](#)

² CETRI, 06/07/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#) ; HRW, 12/01/2023, [url](#) ; BBC, 05/12/2022, [url](#)

³ HRW, 12/01/2023, [url](#)

⁴ BBC, 05/12/2022, [url](#)

⁵ HRW, 12/01/2023, [url](#)

⁶ HRW, 12/01/2023, [url](#)

⁷ HRW, 12/01/2023, [url](#)

⁸ AI, 27/03/2023, [url](#)

⁹ BBC, 05/12/2022, [url](#) ; CETRI, 03/10/2023, [url](#)

¹⁰ HRW, 12/01/2023, [url](#)

¹¹ BBC, 05/12/2022, [url](#) ; The Guardian, 18/08/2023, [url](#) ; ICG, 03/07/2023, [url](#)

¹² BBC, 05/12/2022, [url](#)

¹³ HRW, 12/01/2023, [url](#)

¹⁴ Carleton University, 06/03/2023, [url](#)

jusqu'au 15 juillet 2024¹⁵, plaident en faveur d'une force multinationale non onusienne pour aider la police haïtienne à faire face à la grave situation sécuritaire. Malgré une réticence internationale liée aux graves abus commis lors d'interventions passées, des délégués kenyans rencontrent Ariel Henry et les principaux chefs de la police en août 2023 afin de définir les contours d'une éventuelle intervention. D'après le Secrétaire général des Nations unies António Guterres, le tumulte et le désordre en Haïti ont atteint le point où les forces de police seules seront insuffisantes pour rétablir l'ordre et des forces militaires devront être envoyées pour désarmer les gangs et débloquer les routes si l'on veut rétablir les services de base¹⁶.

Haïti est en proie à une « brutalité extrême », dénoncent de hauts responsables humanitaires de l'Organisation des Nations unies (ONU)¹⁷. HRW explique dans un rapport publié en août 2023 que cette situation sécuritaire catastrophique est exacerbée par une impasse politique profonde, le dysfonctionnement du système judiciaire et une impunité persistante pour les violations des droits humains. Ariel Henry contrôle toutes les fonctions exécutives et parlementaires depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021 et il n'est pas parvenu à trouver un consensus avec les acteurs politiques haïtiens pour assurer une transition démocratique¹⁸. Selon un article paru dans Le Monde en septembre 2023, Haïti s'enfonce depuis plusieurs années dans la violence et l'anarchie en raison d'une profonde crise politique, économique et sécuritaire. Le vide institutionnel laissé par cette triple crise, analyse Jean-Marie Théodat, maître de conférences haïtien à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, est favorable au maintien d'Ariel Henry au pouvoir :

« La condition pour qu'il s'en aille est que la paix revienne pour que nous puissions organiser de nouvelles élections [...]. Or, il ne fait rien pour que la situation s'apaise. Par conséquent, il peut, par inertie, se maintenir au pouvoir de façon indéterminée. Et c'est ce qu'on appelle une dictature »¹⁹.

Le 20 septembre 2023, un puissant chef de gang appelé Jimmy Chérizier alias Barbecue lance, au cours d'une marche avec ses hommes à travers la capitale, un appel au renversement armé du Premier ministre²⁰.

Le Conseil de sécurité des Nations unies approuve l'envoi d'une force multinationale sous la direction du Kenya. Le ministre kényan des Affaires étrangères prévoit l'envoi au plus tard en janvier 2024 de 1.000 policiers, mandatés par les Nations unies²¹.

Par ailleurs, le pays est régulièrement dévasté par des catastrophes naturelles (ouragans, tremblements de terre et pluies torrentielles) et à des épidémies (le choléra a réapparu en octobre 2022)²².

¹⁵ Nations unies, 14/07/2023, [url](#)

¹⁶ Nations unies, 01/09/2023, [url](#) ; Reuters, 26/08/2023, [url](#) ; The Guardian, 18/08/2023, [url](#)

¹⁷ Nations unies, 01/09/2023, [url](#)

¹⁸ HRW, 14/08/2023, [url](#)

¹⁹ Le Monde, 16/09/2023, [url](#)

²⁰ Reuters, 20/09/2023, [url](#)

²¹ AJ, 02/10/2023, [url](#) ; BBC, 27/09/2023, [url](#)

²² Carleton University, 06/03/2023, [url](#) ; HRW, 12/01/2023, [url](#) ; BBC, 05/12/2022, [url](#)

2. Protagonistes

2.1. Les oligarques et hauts dignitaires politiques

Une étude de l'université Carleton parue en mars 2023 rapporte que les plus hautes élites, connues dans la société sous le nom de BAM BAM²³, tirent profit de la corruption systématique en Haïti. Elles cherchent donc à préserver ce système en contribuant à mobiliser et à armer des gangs. Les oligarques ont facturé le pétrole trop cher à l'État et auraient subtilisé 194 millions de dollars (United States dollar, USD) au gouvernement haïtien en 2020²⁴. La collusion entre le gouvernement *de facto* et les gangs assure l'impunité à ces derniers²⁵.

Haïti ne dispose pas d'institutions gouvernementales légitimement fonctionnelles. Pour rappel, le Parlement est inopérant depuis quatre ans et les élus dont le mandat a expiré n'ont ni la légitimité, ni la capacité de répondre à la multitude de crises auxquelles le pays est confronté²⁶.

Le Canada et les États-Unis ont imposé en 2022 de sévères sanctions économiques contre certaines des élites politiques les plus riches d'Haïti, tentant de cibler les individus qui protègent les activités illégales des gangs²⁷.

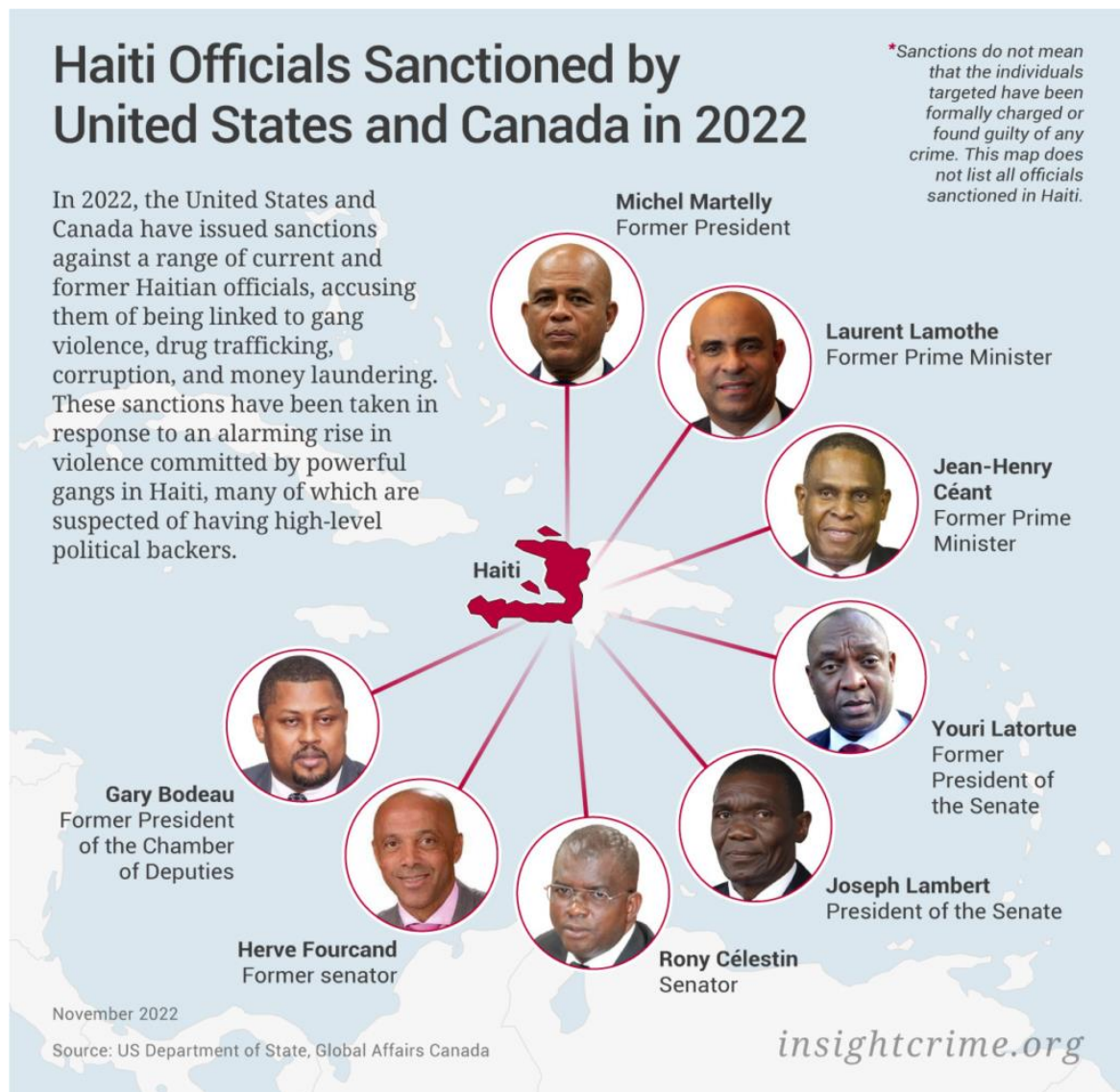
²³ L'acronyme fait référence aux puissantes familles Brandt, Acra, Madsen, Bigio, Apaid et Mevs. The Haitian Times, 16/07/2021, [url](#)

²⁴ Carleton University, 06/03/2023, [url](#)

²⁵ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

²⁶ Carleton University, 06/03/2023, [url](#)

²⁷ Carleton University, 06/03/2023, [url](#)



Exemples de dignitaires faisant l'objet de sanctions américaines depuis 2022²⁸

2.2. Les gangs

Historiquement, les gangs, qui sont implantés essentiellement dans des quartiers pauvres densément peuplés, bénéficient d'acointances avec des élites politiques et économiques et en milieu policier. Ces appuis offrent des armes, des moyens financiers et une protection juridique. En échange, les gangs exercent des violences, générant peur, soutien ou instabilité selon les besoins. Cette relation s'est institutionnalisée lors de l'élection de 2011, estime James Boyard²⁹, expert en sécurité et professeur à l'université d'État d'Haïti³⁰.

²⁸ InSight Crime, 31/01/2023, [url](#)

²⁹ BBC, 05/12/2022, [url](#)

³⁰ The New Humanitarian, 29/08/2023, [url](#) ; ICG, 03/07/2023, [url](#) ; Connectas, s.d., [url](#) ; AI, 27/03/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#) ; Carleton University, 06/03/2023, [url](#) ; Brookings, 03/02/2023, [url](#) ; InSight Crime, 31/01/2023, [url](#) ; HRW, 12/01/2023, [url](#) ; BBC, 05/12/2022, [url](#) ; GI-TOC, 10/2022, [url](#)

Plusieurs sources décrivent cependant une tendance progressive à l'affranchissement des gangs³¹ :

« ces gangs ont perfectionné leurs pratiques illicites telles que l'extorsion ou l'enlèvement contre rançon, ce qui leur a permis de devenir beaucoup plus autonomes et de consacrer moins de temps et d'énergie à servir les intérêts de leurs anciens commanditaires. Les gangs, devenus plus indépendants, ont voulu accroître leur richesse et leur pouvoir en menant des actions violentes de plus en plus brutales afin d'asseoir leur contrôle sur les communautés dont ils extraient des ressources »³².

D'après un rapport d'ICG, les gangs se sont également renforcés ces dernières années en s'alliant à d'autres groupes armés pour former sept grandes coalitions qui cherchent à obtenir la suprématie dans tout le pays. Dans leur quête d'expansion, ces coalitions de gangs ciblent de plus en plus les civils, punissant ceux qui sont soupçonnés de collaborer avec des groupes rivaux³³.

Les gangs sont responsables d'enlèvements, d'extorsion, de péages routiers illégaux, de pillages et d'incendies d'habitations, d'assassinats et de mutilations, de violences sexuelles (notamment le viol collectif systématique, en particulier des femmes, des jeunes filles et des personnes LGBTQI+). Cherchant à assujettir la population locale, ils provoquent des déplacements massifs de population³⁴. Chaque gang est engagé dans un conflit actif avec les forces de sécurité, affirme un rapport de l'université Carleton³⁵.

Des meneurs de gangs font l'objet de sanctions par le Conseil de sécurité depuis octobre 2022 (gel des avoirs, interdiction de voyager, embargo sur des armes)³⁶.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) estime à environ 300 le nombre de groupes criminels qui opèrent en Haïti, dont la moitié dans le département de l'Ouest, qui comprend la capitale Port-au-Prince et sa zone métropolitaine (ZMPAP)³⁷. Ils contrôlent une grande partie du territoire (principalement dans des zones défavorisées et appauvries³⁸) et de l'activité économique du pays. Les coalitions de gangs sont les principaux auteurs de violence. Leur principale zone d'activité est la région métropolitaine de Port-au-Prince³⁹. Le « G9 en Famille et Alliés », dirigé par l'ancien policier Jimmy Chérizier, est l'une des deux plus importantes coalitions de gangs opérant dans la ZMPAP. L'autre est connue sous le nom de « G-Pèp »⁴⁰.

2.3. Les groupes d'autodéfense

En réponse à la violence persistante des gangs que les forces de sécurité sont incapables de contenir, des mouvements de vigilantisme commencent à se multiplier à partir d'avril 2023. Ces groupes dits d'autodéfense, connus localement sous le nom de « Bwa Kale », mettent en place des points de contrôle à des endroits stratégiques en dehors de certaines villes ou quartiers. Ils vérifient les documents d'identité et fouillent les personnes qui entrent et sortent afin de s'assurer qu'aucun individu armé ne pénètre dans la zone surveillée. Ces brigades font respecter des couvre-feux et

³¹ ICG, 03/07/2023, [url](#) ; Brookings, 03/02/2023, [url](#) ; GI-TOC, 10/2022, [url](#)

³² ICG, 03/07/2023, [url](#)

³³ ICG, 03/07/2023, [url](#)

³⁴ ICG, 03/07/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#)

³⁵ Carleton University, 06/03/2023, [url](#)

³⁶ AI, 27/03/2023, [url](#) ; HRW, 12/01/2023, [url](#)

³⁷ HRW, 14/08/2023, [url](#)

³⁸ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

³⁹ AI, 27/03/2023, [url](#) ; HRW, 12/01/2023, [url](#)

⁴⁰ BINUH, 31/08/2023, [url](#)

effectuent des patrouilles par groupes de plus d'une dizaine de personnes. Souvent leurs membres reçoivent de la nourriture, des machettes et des cigarettes des habitants⁴¹.

Les groupes d'autodéfense sont composés de membres de la population, de représentants municipaux mais aussi, dans certains cas, de policiers actifs ou d'anciens policiers⁴². Le rapport d'ICG paru en juillet 2023 explique que ces groupes d'autodéfense semblent être principalement constitués de jeunes volontaires et sont jusqu'à présent faiblement organisés. Même si certains communiquent entre eux, il n'existe aucune preuve d'une coopération systématique entre les brigades des différents quartiers ou d'une chaîne de commandement verticale qui dirigerait les opérations. La mise en place d'une collaboration informelle avec les forces de sécurité de l'État est rapportée par ICG. En d'autres régions, des civils s'allient à des groupes armés pour se prémunir de l'expansion d'un gang rival⁴³.

Depuis le 24 avril jusqu'à la mi-août 2023, plus de 350 personnes ont été lynchées par la population locale et par des groupes d'autodéfense qui agissent souvent avec la complicité d'officiers de police. Parmi les personnes tuées figurent 310 membres présumés de gangs, 46 civils et un policier⁴⁴. Certains lynchages ont semblé spontanés, d'autres ont été encouragés, soutenus ou facilités par des policiers et des membres de gangs appartenant au « G9 en Famille et Alliés ». Le mouvement a aussi été encouragé par des personnalités publiques. Selon le Bureau des droits de l'homme des Nations unies, il y a eu, même avant la nouvelle accélération des violences en avril 2023, 75 épisodes de telles attaques au cours des trois premiers mois de l'année 2023⁴⁵. Certaines victimes ont apparemment été prises pour cible parce qu'elles n'étaient pas familières aux yeux des habitants du quartier, parce qu'elles avaient des tatouages ou des dreadlocks ou parce que leurs photos avaient été publiées sur les réseaux sociaux⁴⁶.

Selon une étude du Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH), la diminution du nombre d'homicides, d'enlèvements et d'autres crimes commis par des gangs reflète probablement l'émergence des groupes d'autodéfense. Cependant, les gangs commencent à opérer des représailles contre le mouvement « Bwa Kale » et à étendre à nouveau leur contrôle territorial⁴⁷. InSight Crime avertit que de tels mouvements se lancent tôt ou tard eux-mêmes dans des pratiques criminelles d'extorsion, le trafic d'armes et de drogue et le meurtre sur gages⁴⁸. D'après un défenseur haïtien des droits humains, les brigades d'autodéfense saisissent les armes de membres présumés des gangs, se les approprient et réclament aux voisins de l'argent pour les munitions, l'essence, etc. en s'inspirant du même schéma de formation des gangs⁴⁹. Un responsable humanitaire international met en garde : « [...] ils ont commencé à demander de l'argent aux habitants pour les protéger [...] c'est très dangereux car de nombreux innocents en sont victimes [...] et si les gens refusent ou leur disent qu'ils violent également les droits humains, ils les accusent de défendre les gangs et les menacent »⁵⁰.

Le mouvement s'est étendu depuis avril 2023 à la plupart des départements, surtout en Artibonite⁵¹.

⁴¹ Nations unies, 18/08/2023, [url](#) ; InSight Crime, 07/07/2023, [url](#) ; ICG, 03/07/2023, [url](#) ; InSight Crime, 09/05/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#)

⁴² BINUH, 14/04/2023, [url](#)

⁴³ ICG, 03/07/2023, [url](#)

⁴⁴ Nations unies, 18/08/2023, [url](#) ; HRW, 14/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#)

⁴⁵ BINUH, 31/08/2023, [url](#) ; ICG, 03/07/2023, [url](#)

⁴⁶ HRW, 14/08/2023, [url](#)

⁴⁷ ICG, 03/07/2023, [url](#)

⁴⁸ InSight Crime, 09/05/2023, [url](#)

⁴⁹ HRW, 14/08/2023, [url](#)

⁵⁰ HRW, 14/08/2023, [url](#)

⁵¹ United Nations Security Council, 15/09/2023, [url](#) ; HRW, 14/08/2023, [url](#) ; Crisis 24, 31/07/2023, [url](#)

2.4. Les forces de sécurité

2.4.1. La police

L'Assemblée nationale a créé au cours de la période 1994-1995 la police nationale d'Haïti (PNH), qui comprend plusieurs unités : la police, les services pénitentiaires, les pompiers, les services d'urgence, la sécurité aéroportuaire, la sécurité portuaire et la garde côtière, la garde présidentielle et la force d'intervention rapide (Brigade d'intervention motorisée, BIM). La PNH relève du ministère de la Justice et de la Sécurité publique (MJSP)⁵².

Un grand nombre d'agents de police ont abandonné leur poste, tandis que d'autres ont tenté de quitter le pays, constate ICG dans son rapport de juillet 2023⁵³. D'après la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour Haïti, María Isabel Salvador, les forces de police ne comptent plus en 2023 qu'environ 9.000 agents, dont seulement 3.500 en service actif. Le ratio police/population est de 1,2 policiers pour 1.000 habitants, un pourcentage inférieur à la norme recommandée par les Nations unies de 2,2 policiers pour 1.000 habitants⁵⁴. En mars 2023, le Premier ministre Henry a annoncé son intention de déployer des militaires pour soutenir la PNH (sous financée, sous équipée et insuffisamment formée⁵⁵) dans sa lutte contre les gangs armés qui contrôlent la majeure partie du pays⁵⁶.

Des experts estiment qu'environ la moitié de la police a des liens avec des groupes armés illégaux⁵⁷.

Le rapport du département d'État américain (United States Department of State, USDOS) portant sur l'année 2022 fait état d'allégations crédibles de violations des droits humains commises par la police incluant des assassinats illégaux ou arbitraires, de la torture ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants, des conditions de détention mettant la vie en danger, des arrestations et des détentions arbitraires, de graves problèmes d'indépendance du pouvoir judiciaire, de graves abus envers des civils, des disparitions forcées ou des enlèvements, des faits graves de corruption du gouvernement, le manque d'enquêtes et de responsabilisation pour les violences basées sur le genre, des obstacles importants à l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, de la traite d'êtres humains, des (menaces de) violences ciblant les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI+) ainsi que certaines des pires formes de travail des enfants⁵⁸. Par ailleurs, selon HRW, la police fait un usage disproportionné de la force pour réprimer des manifestations. Un organe de contrôle interne à la police examine entre janvier et octobre 2022 une cinquantaine d'allégations de violations des droits humains, d'après le BINUH⁵⁹.

Les représentants de la société civile affirment que la PNH profite d'une impunité généralisée⁶⁰.

Selon un rapport de l'IJDH publié en août 2023 :

« The de facto government remains unable and unwilling to address ever-growing insecurity. [...] Police are likewise complicit; according to a former Director General of the Haitian National Police (PNH), every major gang in Port-au-Prince has at least one PNH officer within its ranks. [...] police

⁵² ACCORD, 04/2023, [url](#)

⁵³ ICG, 03/07/2023, [url](#)

⁵⁴ ICG, 03/07/2023, [url](#) ; ACCORD, 04/2023, [url](#)

⁵⁵ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

⁵⁶ Reuters, 26/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#) ; AP, 30/06/2023, [url](#) ; ACCORD, 04/2023, [url](#) ; Carleton University, 06/03/2023, [url](#)

⁵⁷ ICG, 03/07/2023, [url](#) ; ACCORD, 04/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#)

⁵⁸ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

⁵⁹ HRW, 12/01/2023, [url](#)

⁶⁰ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

are often unwilling to intervene or even enter gang-controlled neighborhoods, leaving civilians without state protection »⁶¹.

2.4.2. L'armée

Dissoute en 1995, l'armée nationale haïtienne (Forces Armées d'Haïti, FAD'H ou FADH) a été officiellement reconstituée en 2017 pour soutenir les efforts de secours en cas de catastrophe, les frontières, la sécurité et la lutte contre la criminalité transnationale. L'armée comprend environ 1.200 militaires actifs et prévoit de compter à terme environ 5.000 hommes⁶².

L'armée reconstituée s'avère incapable de répondre efficacement aux crises, selon l'étude de l'université Carleton publiée en mars 2023⁶³.

3. Typologie de la violence

3.1. Généralités

La Fondasyon Je Klere (FJKL), une ONG haïtienne de défense des droits humains, qualifie Haïti d'État failli⁶⁴. Le rapport USDOS paru en mars 2023 déclare que le gouvernement n'est pas engagé dans un conflit⁶⁵. Le 8 mars 2023, le journal Le Nouvelliste titre quant à lui « Haïti, la guerre qui ne dit pas son nom »⁶⁶. « Du fait du nombre élevé de morts et de la superficie croissante des zones contrôlées par les bandes armées, l'insécurité dans la capitale a atteint des niveaux comparables à ceux des pays en situation de conflit armé », signale le BINUH en avril 2023⁶⁷. L'ONG Mercy Corps déclare dans un article de presse daté du 1^{er} mai 2023 que le pays est au bord de la guerre civile⁶⁸. La sévère insécurité constatée par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en février 2023 constitue, d'après le rapport de l'IJDH publié en août 2023, « a threshold requirement for applying certain humanitarian law provisions that apply in the event of an 'armed conflict' »⁶⁹. Dans un article publié par Le Monde en septembre 2023, un sénateur dominicain déplore le fait qu'« [e]n Haïti, il n'y a pratiquement plus d'Etat ». Jean-Marie Théodat, maître de conférences haïtien à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, également cité dans l'article, parle d'un « trou noir institutionnel »⁷⁰. Le 16 septembre 2023, la Conférence épiscopale d'Haïti regrette qu'« une guerre de basse intensité contre la population paisible et désarmée sévi[sse] çà et là dans le pays »⁷¹.

Les gangs continuent de se disputer le contrôle du territoire dans la ZMPAP, et s'étendent à des quartiers jusqu'alors épargnés ainsi qu'à plusieurs municipalités du département de l'Artibonite. Les affrontements entre bandes armées et entre ces dernières et la police sont de plus en plus violents et fréquents⁷².

⁶¹ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

⁶² ACCORD, 04/2023, [url](#)

⁶³ Carleton University, 06/03/2023, [url](#)

⁶⁴ Fondasyon Je Klere, s.d., [url](#)

⁶⁵ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

⁶⁶ Courrier International, 25/04/2023, [url](#)

⁶⁷ BINUH, 14/04/2023, [url](#)

⁶⁸ AJ, 01/05/2023, [url](#)

⁶⁹ IJDH, 14/08/2023, [url](#) ; ICRC, 08/02/2023, [url](#)

⁷⁰ Le Monde, 16/09/2023, [url](#)

⁷¹ The Guardian, 21/09/2023, [url](#) ; RHI News, 16/09/2023, [url](#)

⁷² Global Centre for the Responsibility to Protect, 31/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#) ; BINUH, 14/04/2023, [url](#)

3.2. Homicides/massacres

L'IJDH, le Réseau national de Défense des Droits humains (RNDDH) haïtien et la FJKL ont documenté vingt massacres à Port-au-Prince depuis 2018, ayant causé au moins 1.000 victimes⁷³. En 2022, les homicides ont augmenté de plus de 30 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de femmes assassinées a augmenté de 75 %⁷⁴. Selon les Nations unies, depuis le début de l'année 2023, les gangs ont tué 2.500 personnes et blessé 1000 autres⁷⁵, alors que plus de 350 personnes ont été lynchées⁷⁶ en représailles par la population locale et des groupes d'autodéfense⁷⁷. Le nombre de personnes tuées par les gangs au cours du premier semestre 2023 présente une hausse de 125 % par rapport à la même période en 2022⁷⁸.

Les meurtres interviennent dans des contextes de violences inter- et intra-gang, de représailles de la part des « Bwa Kale », d'opérations policières, d'exécutions extra-judiciaires commises par les commissaires du gouvernement de Les Cayes et de Miragoâne et d'autres contextes encore indéterminés (voir également la partie consacrée aux cibles de la violence)⁷⁹.

3.3. Kidnappings

De nombreuses sources font état d'enlèvements contre rançon de personnes par des gangs armés dans le pays⁸⁰. Selon plusieurs responsables d'organisations de défense des droits humains et des experts en sécurité, les enlèvements ont atteint un nouveau degré de gravité. Ils sont devenus l'une des principales sources de financement des groupes criminels (l'argent extorqué leur permet de se nourrir, de s'armer, de s'approvisionner en munitions), leur donnant plus d'autonomie et de force, et contribuent à faciliter leur progression territoriale⁸¹.

L'IJDH révèle dans son rapport d'août 2023 que le nombre de kidnappings en Haïti a augmenté pour la quatrième année consécutive⁸². Le BINUH a documenté 1.014 enlèvements entre janvier et juin 2023, soit une augmentation de presque 49 % par rapport à la même période en 2022⁸³. Le rapport du département d'État américain avertit que les chiffres de 2022 sous-estiment probablement le nombre de cas réels, car ils ne concernent que les kidnappings effectivement dénoncés aux autorités⁸⁴.

Quant au profil des victimes, le BINUH affirme dans son rapport publié le 9 mai 2023 qu'aucune catégorie sociale n'est épargnée⁸⁵. Selon des sources, les victimes sont principalement des ressortissants haïtiens, parmi lesquels figurent des fonctionnaires, des membres de l'appareil judiciaire, des travailleurs de la santé et de l'éducation, des étudiants, des parents d'élèves et d'autres personnes perçues comme ayant accès à des ressources financières (par exemple des personnes ayant un membre de la famille dans la diaspora⁸⁶) ainsi que des personnes qui se trouvaient par hasard au

⁷³ HRW, 12/01/2023, [url](#)

⁷⁴ ICG, 03/07/2023, [url](#)

⁷⁵ Nations unies, 01/09/2023, [url](#)

⁷⁶ Les sources ne précisent pas si les 350 lynchages doivent être additionnés aux plus de 2.500 meurtres ou s'ils en font partie. Le Monde, 16/09/2023, [url](#)

⁷⁷ Le Monde, 16/09/2023, [url](#) ; Nations unies, 01/09/2023, [url](#) ; Nations unies, 18/08/2023, [url](#)

⁷⁸ Global Centre for the Responsibility to Protect, 31/08/2023, [url](#) ; HRW, 14/08/2023, [url](#)

⁷⁹ BINUH, 31/08/2023, [url](#) ; BINUH, 09/05/2023, [url](#)

⁸⁰ Nations unies, 01/09/2023, [url](#) ; The New Humanitarian, 29/08/2023, [url](#) ; Nations unies, 18/08/2023, [url](#) ; ICG, 03/07/2023, [url](#) ; USDOS, 15/05/2023, [url](#) ; AI, 27/03/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#) ; Freedom House, 2023, [url](#)

⁸¹ HRW, 14/08/2023, [url](#)

⁸² IJDH, 14/08/2023, [url](#)

⁸³ BINUH, 31/08/2023, [url](#) ; HRW, 14/08/2023, [url](#)

⁸⁴ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

⁸⁵ BINUH, 09/05/2023, [url](#)

⁸⁶ Le Devoir, 26/04/2023, [url](#)

mauvais endroit au mauvais moment⁸⁷. Crisis 24 note par ailleurs une augmentation des enlèvements d'étrangers, surtout dans le centre-ville de la capitale et sur les autoroutes⁸⁸.

Souvent, les victimes ne sont libérées qu'une fois que les gangs ont reçu de fortes rançons. Selon des organisations de défense des droits humains, les personnes enlevées font l'objet de mauvais traitements, tels que privation de nourriture, violences physiques et sexuelles et autres abus. D'après plusieurs témoignages, des gangs filment les supplices infligés pour inciter les proches à payer plus rapidement⁸⁹.

Quarante-huit pour cent des enlèvements survenus au cours du deuxième trimestre de 2023 ont eu lieu dans le département de l'Artibonite, en particulier le long des routes principales de L'Estère, Liancourt et Petite Rivière de l'Artibonite. La plupart des personnes ont été enlevées alors qu'elles voyageaient à bord de transports en commun. Certaines femmes ont été violées pendant leur captivité⁹⁰.

3.4. Extorsion

Quelques sources, parmi lesquelles HRW, rapportent que des gangs mènent des opérations d'extorsion directe (auprès de toutes sortes d'entreprises, grandes et petites, notamment des sociétés de transport, des marchés, des réseaux de distribution d'eau et d'électricité) et indirecte (collusion avec les autorités pour extorquer des fonds aux commerçants et à d'autres personnes)⁹¹. Crisis 24 précise :

« Extortion remains a concern as criminal groups often demand payments from those using roads and highways under their control. Fuel shortages remain possible as gangs continue to control key areas around essential infrastructure, such as Varreux Terminal, and have the ability to block access to the terminal. Electricity outages due to fuel shortages have occurred and remain likely »⁹².

Un terme plus fréquemment utilisé en Haïti est le « rançonnement » (voir aussi la partie consacrée aux Transporteurs).

3.5. Recrutement forcé

Les recrutements par des gangs haïtiens ne sont pas systématiquement effectués sous la contrainte, comme en atteste la liste d'attente du populaire gang 400 Mawozo⁹³. Le manque chronique d'opportunités économiques est en effet un moteur de recrutement, indique un rapport de l'IJDH, car de nombreux Haïtiens incapables de subvenir à leurs besoins élémentaires envisagent de rejoindre un gang, dans l'espoir d'obtenir argent et protection. Dans certains quartiers, des gangs ont comblé le vide créé par le gouvernement en fournissant ou en cooptant certains services sociaux et humanitaires, encourageant ainsi les membres de la communauté à rejoindre leurs rangs⁹⁴.

La situation des enfants en Haïti est préoccupante, selon le Rapport annuel du Secrétaire général des Nations unies sur les enfants et les conflits armés publié le 27 juin 2023. Ce dernier pointe « la gravité et [le] nombre de violations » signalées entre septembre 2022 et mars 2023, notamment le « recrutement et utilisation [d'enfants], meurtre et atteintes à l'intégrité physique, viols et autres formes de violence sexuelle, attaques contre des écoles ou des hôpitaux, enlèvements et refus d'accès

⁸⁷ HRW, 14/08/2023, [url](#)

⁸⁸ Crisis 24, 31/07/2023, [url](#)

⁸⁹ BINUH, 31/08/2023, [url](#) ; HRW, 14/08/2023, [url](#) ; BINUH, 09/05/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#)

⁹⁰ BINUH, 31/08/2023, [url](#)

⁹¹ HRW, 14/08/2023, [url](#) ; InSight Crime, 21/03/2023, [url](#) ; Freedom House, 2023, [url](#)

⁹² Crisis 24, 31/07/2023, [url](#)

⁹³ GI-TOC, 10/2022, [url](#)

⁹⁴ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

humanitaire »⁹⁵. La fermeture des écoles rend aussi les enfants plus vulnérables au recrutement forcé⁹⁶.

Dans un rapport daté du 1^{er} juillet 2023, le Secrétaire général des Nations unies avertit que les mouvements « Bwa Kale » ont « déclenché un nouveau cycle de violence alarmant qui [...] risque de s'intensifier du fait de la poursuite de la mobilisation, de l'armement et du recrutement, en particulier des jeunes »⁹⁷.

Le BINUH se dit préoccupé par le recrutement forcé d'enfants par des gangs et par les graves conséquences mentales et psychologiques de la violence sur la population. Des garçons associés aux gangs, âgés de 15 à 17 ans, ont décrit au BINUH leur quotidien au sein des gangs, notamment leur participation dans la surveillance des environnements opérationnels des gangs, les enlèvements, les vols et l'usage d'armes à feu sur les personnes refusant de coopérer. Certains garçons sont recrutés de force et ceux qui s'opposent sont menacés de représailles envers eux et leurs familles. Le manque de perspectives socio-économiques (voir *infra* la partie consacrée à l'accès à des moyens de subsistance), l'accès à une vie perçue comme plus attractive (argent et avantages matériels) et les difficultés pour suivre un cursus scolaire (beaucoup d'écoles ont fermé ou limité leurs activités en raison de la violence, voir *infra* la partie consacrée à l'accès à l'éducation) sont les principales raisons qui expliquent l'incorporation des enfants au sein des gangs⁹⁸.

3.6. Violences sexuelles et basées sur le genre

Selon un rapport publié en octobre 2022 par le HCDH et relatif aux violences sexuelles commises à Port-au-Prince :

« Dans une large mesure, la société haïtienne est centrée sur la domination masculine et la masculinité hégémonique, qui perçoivent le corps de la femme comme un 'objet' à posséder et à contrôler par les hommes. La violence contre les femmes et les filles haïtiennes est profondément ancrée dans les normes et traditions culturelles, ainsi que dans les conditions sociales, économiques et politiques. Les normes sociétales relatives au genre jouent indiscutablement un rôle dans le recours à la violence sexuelle par des éléments armés »⁹⁹.

Plusieurs sources, dont Catherine Russell, directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (United Nations International Children's Emergency Fund, UNICEF), décrivent l'utilisation de violences sexuelles, notamment le viol collectif systématique, par les groupes criminels comme une nouvelle stratégie pour terroriser, contrôler et « punir » les femmes et les filles qui vivent dans les zones contrôlées par des groupes criminels rivaux et celles qui vivent dans les zones qu'ils contrôlent. Ils violent les filles et les femmes et brûlent leurs maisons pour les rendre plus vulnérables et plus faciles à contrôler¹⁰⁰.

Selon ICG et AI, les personnes LGBTI+, qui constituent une population marginalisée et exclue en Haïti, sont particulièrement ciblées¹⁰¹.

⁹⁵ HRW, 14/08/2023, [url](#)

⁹⁶ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

⁹⁷ HRW, 14/08/2023, [url](#)

⁹⁸ Nations unies, 01/09/2023, [url](#) ; BINUH, 31/08/2023, [url](#)

⁹⁹ HCDH, 10/2022, [url](#)

¹⁰⁰ Nations unies, 01/09/2023, [url](#) ; BINUH, 31/08/2023, [url](#) ; HRW, 14/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#) ; AP, 30/06/2023, [url](#) ; The New Humanitarian, 27/06/2023, [url](#) ; AI, 27/03/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#) ; Freedom House, 2023, [url](#)

¹⁰¹ ICG, 03/07/2023, [url](#) ; AI, 27/03/2023, [url](#)

De janvier à mars 2022, le BINUH a enregistré en moyenne 98 victimes de violences sexuelles par mois dans les zones contrôlées par les gangs à Port-au-Prince¹⁰². Ces violences sont peu dénoncées, ce qui induit une sous-estimation du phénomène¹⁰³. HRW précise quant à leur occurrence :

« Médecins sans frontières (MSF), qui gère plusieurs hôpitaux à Port-au-Prince, indique qu'entre janvier et mai 2023, l'organisation a soigné un total de 1.005 survivantes de violences sexuelles à Port-au-Prince, soit près de deux fois le nombre enregistré au cours de la même période en 2022. L'organisation haïtienne de défense des droits des femmes Négés Mawon a documenté plus de 110 cas de violences sexuelles commises par des groupes criminels depuis le début de l'année »¹⁰⁴.

Le Service des droits humains du BINUH, en collaboration avec les ONG haïtiennes et internationales et les agences des Nations unies, oriente les survivantes de violences sexuelles vers les services médicaux, psychologiques et socio-économiques disponibles. Malgré l'engagement des autorités à les améliorer, ces derniers sont largement insuffisants dans la ZMPAP et presque inexistant dans le département de l'Artibonite, où les gangs ont de plus en plus recours à ce type de violence¹⁰⁵.

3.7. Entraves à la liberté de circuler

Le principal aéroport du pays, soit l'aéroport international Toussaint Louverture (PAP) n'est pas fermé, d'après les sites Internet de l'aéroport, Flightradar24 et des sites comparant les prix des vols (par exemple entre Miami et Port-Au-Prince)¹⁰⁶.

De nombreuses sources rapportent des entraves à la liberté de circuler à cause de l'emprise des gangs sur les grands axes routiers¹⁰⁷.

Le Wilson Center, dans son rapport d'avril 2023, observe que « Children can't go to school, workers can't get to jobs, parents can't get to market for food, the sick can't get to the care they need...the list goes on and on »¹⁰⁸.

Freedom House explique que l'insécurité entrave la libre circulation, en particulier à Port-au-Prince, car les routes sont fréquemment bloquées par des groupes criminels, la police ou des manifestants, et de nombreux habitants évitent les déplacements inutiles en raison de la violence généralisée des gangs. Le think-tank ajoute que des ONG doivent parfois négocier leur accès à certaines localités¹⁰⁹.

Selon un rapport de l'OCHA publié en mars 2023 et basé sur des données récoltées durant l'été 2022 :

« Selon la MSNA¹¹⁰, 8 % des ménages rapportent des restrictions de mouvements en raison de l'insécurité, principalement sous la forme de blocages par des gangs armés dans l'Ouest (12%), de l'insécurité dans les rues (7 %) et de la fermeture de routes à cause de manifestations (5 %). Durant les trois mois précédant la collecte de données, 21 % des ménages de la ZMPAP déclarent également avoir connu des restrictions de mouvements »¹¹¹.

¹⁰² HRW, 12/01/2023, [url](#)

¹⁰³ HRW, 14/08/2023, [url](#) ; Crisis 24, 31/07/2023, [url](#)

¹⁰⁴ HRW, 14/08/2023, [url](#)

¹⁰⁵ BINUH, 31/08/2023, [url](#)

¹⁰⁶ Aéroport international Toussaint Louverture [site web], s.d., [url](#) ; Flightradar24, s.d., [url](#) ; Kayak [site web], s.d., [url](#) ; Expedia [site web], s.d., [url](#)

¹⁰⁷ Le National, 02/09/2023, [url](#) ; Le National, 22/08/2023, [url](#) ; The Guardian, 18/08/2023, [url](#) ; Nations unies, 06/07/2023, [url](#) ; Loop, 06/06/2023, [url](#) ; Wilson Center, 25/04/2023, [url](#) ; BINUH, 14/04/2023, [url](#) ; OCHA, 03/2023, [url](#) ; RFI, 27/01/2023, [url](#) ; Freedom House, 2023, [url](#)

¹⁰⁸ Wilson Center, 25/04/2023, [url](#)

¹⁰⁹ Freedom House, 2023, [url](#)

¹¹⁰ L'acronyme MSNA (multi-sectoral needs assessment) renvoie à l'évaluation multisectorielle des besoins conduite par IMPACT Initiatives via son Initiative REACH durant l'été 2022. OCHA, 03/2023, [url](#)

¹¹¹ OCHA, 03/2023, [url](#)

Après un blocus de deux ans imposé par des bandes armées, l'activité commerciale et sociale a timidement repris à Martissant, bien que les axes routiers menant aux départements du sud restent encore en grande partie inaccessibles au trafic commercial¹¹².

Une dizaine de personnes ont été enlevées sur la route 9 en juin 2023 d'après un article de presse¹¹³.

L'installation de postes de contrôle par des gangs sur les routes principales reliant le nord, le sud et l'est du pays diminue la quantité de nourriture transférée des campagnes vers les zones urbaines (voir *infra* la partie consacrée à l'accès aux denrées de base)¹¹⁴.

4. Cibles de la violence

4.1 Membres (présumés) de gangs

Des membres de gangs sont tués par des acolytes de leur propre gang (par exemple dans le contexte du meurtre du chef du gang Ti Makak par un associé), des membres de gangs rivaux, des membres de mouvements d'autodéfense et des policiers¹¹⁵.

Entre avril et juin, près de 240 membres présumés de gangs ont été tués par des groupes d'autodéfense. Le BINUH décrit des meurtres brutaux et des lynchages commis par des habitants armés de machettes, de pierres et de bidons d'essence, pour empêcher les membres de gangs et toute personne qui leur est associée d'entrer dans leurs quartiers¹¹⁶.

4.2. Membres (présumés) de groupes d'autodéfense

Les rapports trimestriels du BINUH ne quantifient pas les meurtres de membres présumés de groupes d'autodéfense¹¹⁷.

4.3. Résidents de quartiers occupés ou convoités par des gangs

Les civils concernés sont ceux vivant dans les zones sous le contrôle de gangs¹¹⁸. Les résidents des quartiers régis par des gangs subissent le paroxysme de la violence sur la ligne de front qui sépare les territoires des gangs rivaux, selon le rapport d'ICG paru en juillet 2023. À Cité Soleil, un bidonville situé au nord de la capitale, les tireurs d'élite de la coalition de gangs « G9 en Famille et Alliés » tirent fréquemment sans discernement sur les civils vivant dans le quartier de Brooklyn, aux mains d'une alliance rivale, le Gpèp. Le think-tank décrit l'ampleur des conséquences pour les résidents :

« le G9 a également régulièrement fermé la seule route qui permet encore d'accéder à ce quartier, empêchant les gens de se rendre au travail et à l'école, entravant la collecte des déchets qui affluent dans la zone en provenance de la capitale, et interrompant l'approvisionnement en nourriture et en eau potable. Cette combinaison mortelle d'ordures et de manque d'eau potable a contribué à la résurgence du choléra à l'automne 2022 »¹¹⁹.

¹¹² BINUH, 14/04/2023, [url](#)

¹¹³ Loop, 06/06/2023, [url](#)

¹¹⁴ The Guardian, 18/08/2023, [url](#)

¹¹⁵ BINUH, 31/08/2023, [url](#)

¹¹⁶ Nations unies, 01/09/2023, [url](#)

¹¹⁷ BINUH, 31/08/2023, [url](#) ; BINUH, 09/05/2023, [url](#)

¹¹⁸ BINUH, 31/08/2023, [url](#)

¹¹⁹ ICG, 03/07/2023, [url](#)

Parmi d'autres sources¹²⁰, le rapport d'ICG paru en juillet 2023 indique que :

« les coalitions de gangs ciblent de plus en plus les civils, punissent ceux qui sont soupçonnés de collaborer avec des groupes rivaux, instillent la peur parmi les habitants en menant des enlèvements, des extorsions et en instaurant des péages routiers illégaux. Les groupes armés pillent et incendient des maisons, mutilent et assassinent des gens et brûlent des corps à la vue de tous. Les gangs ont également recours à la violence sexuelle, notamment au viol collectif systématique, en particulier des femmes, des jeunes filles et des personnes LGBTQI+, pour assujettir la population locale »¹²¹.

Ces civils sont souvent entièrement coupés des services essentiels, car les gangs rivaux utilisent des barrages routiers pour assiéger leur quartier, ce qui entrave la liberté de mouvement et d'accès aux biens et services essentiels¹²².

Ces résidents sont en outre particulièrement vulnérables en termes de sécurité alimentaire, avec une personne sur vingt vivant dans la capitale dans des conditions proches de la famine¹²³.

Pour les habitants des quartiers concernés, la police et autres autorités sont quasi inexistantes¹²⁴.

4.4. Policiers

Depuis le début de l'année 2021, plus de 3.000 policiers ont démissionné, beaucoup par crainte d'être tués par les gangs¹²⁵.

Des policiers et des commissariats sont en effet pris pour cibles par les gangs qui cherchent à étendre leur contrôle territorial, principalement dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite¹²⁶. Au total, 78 policiers ont été tués entre le 20 juillet 2021 et le 26 janvier 2023, selon le RNDDH haïtien¹²⁷.

Après les meurtres d'au moins dix policiers en une semaine fin janvier 2023, la police est entrée en grève afin d'exiger de meilleures conditions de travail¹²⁸. Les rapports trimestriels du BINUH recensent 34 policiers tués sur la période allant de janvier à juin 2023¹²⁹. Plus de 400 commissariats sont restés inopérants en raison d'attaques menées par des gangs. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) indique que ces attaques contre la police sont en augmentation depuis 2021¹³⁰. Depuis le début de l'année 2023, trois commissariats de police ont été saccagés et incendiés ou totalement détruits par des membres de gangs et 29 policiers ont été sauvagement assassinés. Des photos des cadavres des victimes sont souvent diffusées par les gangs sur les réseaux sociaux, note un rapport d'ICG¹³¹.

Tant que la police mène des opérations anti-gang, les représailles sont probables envers des forces de sécurité à travers le pays, estime le site de consultance en sécurité Crisis 24¹³².

¹²⁰ GARR (@GARRHaiti), 12/09/2023, [url](#) ; Nations unies, 01/09/2023, [url](#) ; BINUH, 31/08/2023, [url](#) ; HRW, 14/08/2023, [url](#) ; ICG, 03/07/2023, [url](#) ; BINUH, 09/05/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#)

¹²¹ ICG, 03/07/2023, [url](#)

¹²² IJDH, 14/08/2023, [url](#)

¹²³ Miami Herald, 24/01/2023, [url](#)

¹²⁴ HRW, 14/08/2023, [url](#)

¹²⁵ ACCORD, 04/2023, [url](#)

¹²⁶ BINUH, 31/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#) ; BINUH, 09/05/2023, [url](#) ; Freedom House, 2023, [url](#)

¹²⁷ ACCORD, 04/2023, [url](#)

¹²⁸ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

¹²⁹ BINUH, 31/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#) ; BINUH, 09/05/2023, [url](#) ; Freedom House, 2023, [url](#)

¹³⁰ HRW, 14/08/2023, [url](#)

¹³¹ ICG, 03/07/2023, [url](#)

¹³² Crisis 24, 31/07/2023, [url](#)

4.5. Femmes, LGBT et personnes handicapées

Selon l'IJDH, la marginalisation et la stigmatisation des personnes LGBTQI+ et des personnes handicapées, chroniques et exacerbées par la crise d'insécurité, les exposent particulièrement à la violence, notamment celle des gangs¹³³. Le BINUH, relayé par Freedom House et AI, signale que des membres de gangs soumettent des femmes, des filles et des personnes LGBTI+ à des violences sexuelles. Certaines victimes sont mutilées ou assassinées par leurs agresseurs¹³⁴.

Toutefois, les gangs ne sont pas les seuls auteurs, comme il ressort d'une enquête réalisée par le Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC) en décembre 2022 à Cité Soleil. Celle-ci révèle que 44 % des victimes désignent comme auteurs des violences le partenaire ancien ou actuel, 33 % des étrangers (gangs, bandits et kidnappeurs), 17 % un membre de leur famille et 16 % un ami ou un proche de la famille¹³⁵.

4.6. Transporteurs et passagers

Au moins treize camions transportant du carburant, de la nourriture et d'autres marchandises ont été détournés dans les communes de Croix-des-Bouquets et de Port-au-Prince et le département de l'Artibonite en avril, mai et juin 2023. Les chauffeurs et les passagers des véhicules de transport en commun, circulant le long des principales artères reliant la capitale aux régions du sud et du nord, ont été systématiquement interceptés et menacés par les gangs. Ceux qui refusaient de s'arrêter ou de payer des « taxes de circulation » ont été tués ou brûlés vifs à l'intérieur de leurs véhicules. Dans la baie de Port-au-Prince, des gangs ont été impliqués dans le détournement de bateaux commerciaux et de barges. Rien qu'au cours de la journée du 23 juin, deux bateaux ont été attaqués par des éléments du gang de Village de Dieu : l'un a été dérouté vers Port Lafiteau (commune de Cabaret, au nord de la capitale) et l'autre a été intercepté alors qu'il naviguait entre Mariani (au sud de Port-au-Prince) et Arcahaie (au nord de la capitale)¹³⁶.

Le rapport d'ICG paru en juillet 2023 explique qu'autour des plus grands ports de Port-au-Prince, les gangs détournent fréquemment des camions de marchandises et qu'ils ont bloqué à deux reprises le principal terminal pétrolier d'Haïti, provoquant des pénuries de carburant qui ont eu des conséquences terribles sur un pays au réseau électrique extrêmement peu fiable. Cette mainmise des gangs sur des axes névralgiques du pays entraîne une perturbation des chaînes d'approvisionnement, une augmentation des coûts de transport des marchandises, une hausse des prix des denrées alimentaires et l'épuisement des réserves de produits de première nécessité (voir *infra* la partie relative à la liberté de circuler)¹³⁷.

Randolph Rameau, président de l'Association des professionnels du pétrole (APPE), dénonce par exemple en juillet 2023 des faits de rançonnage par des gangs à l'intérieur du terminal de Varreux et sur les deux principaux axes routiers, nord et sud. Il signale également d'autres paiements exigés sur tout le circuit nord et un quasi-blocage à la sortie sud de la capitale, au niveau de Martissant¹³⁸.

¹³³ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

¹³⁴ AI, 27/03/2023, [url](#) ; Freedom House, 2023, [url](#)

¹³⁵ GI-TOC, 05/2023, [url](#)

¹³⁶ BINUH, 31/08/2023, [url](#)

¹³⁷ ICG, 03/07/2023, [url](#)

¹³⁸ Haïti Libre, 24/07/2023, [url](#)

4.7. Journalistes

En 2022, des journalistes ont fréquemment subi des agressions et l'impunité est restée la norme, selon Freedom House. Sept d'entre eux ont été assassinés, parfois par des gangs, parfois par des forces de sécurité lorsque celles-ci intervenaient pour disperser des manifestations¹³⁹.

Haïti reste l'un des pays les plus dangereux au monde pour les journalistes. Il perd 29 places dans l'indice mondial de la liberté de la presse 2023. Selon les sources, sept¹⁴⁰ ou au moins neuf¹⁴¹ journalistes ont été tués en 2022, ce qui fait d'Haïti le troisième pays le plus dangereux pour les journalistes cette année-là. Quatre ont été tués depuis le début de l'année 2023. Selon l'IJDH, le gouvernement *de facto* n'a pas réussi à protéger les journalistes, et les auteurs d'attaques n'ont été ni arrêtés, ni inculpés, ni jugés¹⁴².

4.8. Défenseurs des droits humains

Selon Freedom House, de nombreux défenseurs des droits humains et activistes qui s'intéressent à des sujets sensibles font l'objet de menaces et de violences. Les enquêtes et les procès y relatifs sont rares¹⁴³. L'IJDH affirme que le gouvernement n'est pas en mesure de protéger les défenseurs des droits humains contre la violence des gangs, ce qui entraîne un rétrécissement de l'espace civique et entrave la défense des droits humains. Ceux qui ont été contraints de fuir le pays en raison de menaces à leur encontre ne peuvent pas y revenir en sécurité¹⁴⁴.

4.9. Paysans

Les agriculteurs ruraux, qui comptent pour environ 30 % de la population, restent vulnérables aux attaques, aux expulsions à grande échelle et aux accaparements de terres par les gangs et les élites économiques et politiques, indique le rapport de l'IJDH paru en août 2023. Certains accaparements de terres sont le résultat d'une collusion entre des gangs et le gouvernement dans le but de créer des zones franches pour l'exploitation minière dans les communautés rurales du pays¹⁴⁵.

5. Répartition géographique

La plupart des abus commis par les gangs en Haïti ont lieu dans la ZMPAP, y compris dans des localités auparavant considérées comme sûres, telles que Kenscoff et Pétion¹⁴⁶. D'après le dernier rapport trimestriel du BINUH disponible, qui couvre la période allant d'avril à juin 2023, le département de l'Ouest a continué d'enregistrer le plus grand nombre de personnes tuées, blessées et enlevées (82 % des cas)¹⁴⁷. Les organisations haïtiennes de défense des droits humains et les organisations internationales estiment que les groupes criminels contrôlent actuellement la quasi-totalité de la ZMPAP, alors qu'en décembre 2022, elles estimaient qu'ils contrôlaient 60 % de ladite zone¹⁴⁸. Pour

¹³⁹ Freedom House, 2023, [url](#)

¹⁴⁰ Freedom House, 2023, [url](#)

¹⁴¹ UNESCO, 16/01/2023, [url](#)

¹⁴² IJDH, 14/08/2023, [url](#)

¹⁴³ Freedom House, 2023, [url](#)

¹⁴⁴ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

¹⁴⁵ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

¹⁴⁶ BINUH, 09/05/2023, [url](#)

¹⁴⁷ BINUH, 31/08/2023, [url](#)

¹⁴⁸ Miami Herald, 13/09/2023, [url](#) ; The New Humanitarian, 29/08/2023, [url](#) ; France 24, 27/08/2023, [url](#) ; The Guardian, 18/08/2023, [url](#) ; HRW, 14/08/2023, [url](#) ; ICG, 03/07/2023, [url](#) ; Wilson Center, 25/04/2023, [url](#)

le Secrétaire général des Nations unies, l'insécurité qui règne dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince « atteint des niveaux comparables à ceux des pays en situation de conflit armé »¹⁴⁹.

Les gangs contrôlent également des éléments de l'infrastructure-clé et des routes stratégiques autour de la capitale¹⁵⁰. En juillet 2023, ICG explique que les gangs contrôlent aussi les principales voies d'accès à Port-au-Prince (voir *infra* la partie consacrée aux transporteurs)¹⁵¹. Le journal haïtien Le Nouvelliste rapporte le 22 août 2023 que les principales routes reliant la capitale au Cap-Haïtien sont aux mains de gangs qui « tuent, violent et kidnappent toute la journée sur de grandes portions de route »¹⁵². Les tirs le long de la route de l'aéroport sont fréquents et peuvent affecter les voyageurs à destination et en provenance de l'aéroport international Toussaint Louverture (PAP)¹⁵³.

Des gangs prennent également pied dans des villes comme Cap Haïtien, Gonaïves, Les Cayes, Jérémie et Jacmel, qui comportent des ports densément peuplés et reliés aux routes principales, informe ICG en juillet 2022¹⁵⁴.

Les rapports trimestriels du BINUH couvrant la période de janvier à juin 2023 concordent avec d'autres sources sur une expansion territoriale des gangs, notamment dans le département de l'Artibonite, une région essentiellement agricole au nord de l'île, vitale pour l'approvisionnement alimentaire du pays. Les communes citées sont notamment Gonaïves, L'Estère, Liancourt et Petite Rivière de l'Artibonite, Deschapelles, La Croix Périsse, Saint Marc et Verrettes¹⁵⁵. Cette expansion a conduit à au moins 123 meurtres entre janvier et juin 2023, soit une augmentation d'à peu près 485 % par rapport à la même période en 2022, ainsi qu'à la fermeture de multiples marchés et à l'abandon de terres, qui ont eu des répercussions sur la chaîne de production et de distribution alimentaire dans le pays, précise HRW¹⁵⁶. Le département est désormais divisé en deux et il est extrêmement risqué de franchir la séparation, rapporte Le Nouvelliste le 22 août 2023, relayé par The New Humanitarian¹⁵⁷.

Le contrôle territorial par les gangs peut changer fréquemment et rapidement de mains, explique notamment un rapport du GI-TOC d'octobre 2022. Les gangs rivalisent en effet pour s'installer dans de nouvelles zones tout en consolidant leur contrôle sur des zones déjà sous leur emprise¹⁵⁸.

Des quartiers de la ZMPAP connaissent en juillet, août et septembre 2023 une escalade de violence et plusieurs sources estiment que la sécurité va continuer à se détériorer dans la ZMPAP, où les gangs exercent une autorité de fait sur de nombreux quartiers¹⁵⁹. Pour Bruno Maes, représentant de l'UNICEF en Haïti, la situation est éminemment imprévisible et volatile et il constate: « The situation is only likely to worsen »¹⁶⁰. Johan Lefebvre Chevallier, directeur pays pour l'ONG Mercy Corps évoque « a complete security vacuum »¹⁶¹.

Dans son plus récent rapport trimestriel, publié le 31 août 2023, le BINUH propose une infographie localisant les violences survenues dans la capitale et dans le pays d'avril à juin 2023 (voir ci-dessous).

¹⁴⁹ ICG, 03/07/2023, [url](#)

¹⁵⁰ The New Humanitarian, 29/08/2023, [url](#)

¹⁵¹ ICG, 03/07/2023, [url](#)

¹⁵² The New Humanitarian, 29/08/2023, [url](#)

¹⁵³ AlterPresse, 28/09/2023, [url](#) ; Crisis 24, 31/07/2023, [url](#)

¹⁵⁴ ACCORD, 04/2023, [url](#)

¹⁵⁵ BINUH, 31/08/2023, [url](#) ; The New Humanitarian, 29/08/2023, [url](#) ; The Guardian, 18/08/2023, [url](#) ; HRW, 14/08/2023, [url](#) ; ICG, 03/07/2023, [url](#) ; BINUH, 09/05/2023, [url](#)

¹⁵⁶ HRW, 14/08/2023, [url](#)

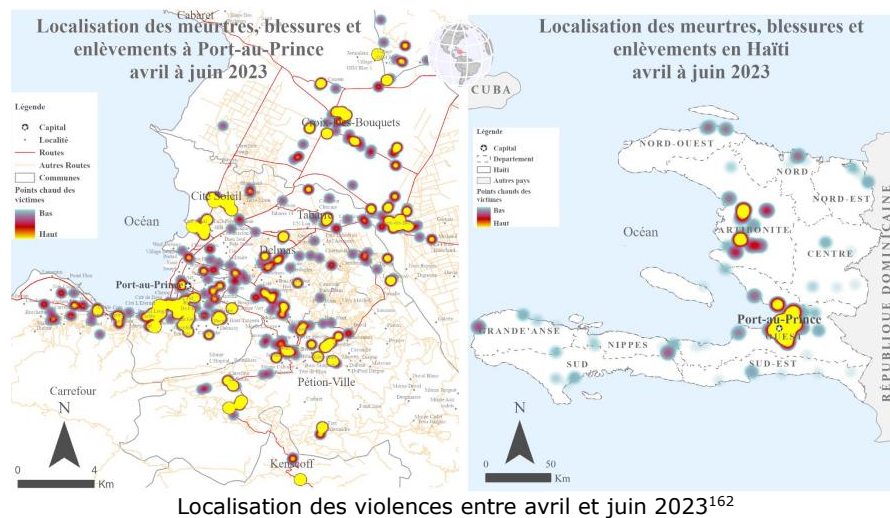
¹⁵⁷ The New Humanitarian, 29/08/2023, [url](#)

¹⁵⁸ Nations unies, 18/08/2023, [url](#) ; BBC, 05/12/2022, [url](#) ; GI-TOC, 10/2022, [url](#)

¹⁵⁹ Miami Herald, 13/09/2023, [url](#) ; UNICEF, 11/09/2023, [url](#) ; Nations unies, 01/09/2023, [url](#) ; Nations unies, 18/08/2023, [url](#) ; OIM, 16/08/2023, [url](#) ; Crisis 24, 31/07/2023, [url](#)

¹⁶⁰ UNICEF, 11/09/2023, [url](#)

¹⁶¹ The Guardian, 18/08/2023, [url](#)



6. Déplacements internes de population

De janvier à octobre 2022, 96.000 personnes dans la ZMPAP étaient déplacées, selon le BINUH¹⁶³. Le rapport USDOS relatif aux événements survenus en 2022 explique que la violence généralisée des gangs provoque des déplacements massifs dans toute la ZMPAP. Dans les quartiers contrôlés par les gangs et dans les zones où ils sont actifs, des gangs détruisent des propriétés et des résidents sont tués et/ou blessés. Les habitants quittent leur domicile pour se réfugier avec leur famille et leurs amis dans les zones environnantes ou dans des centres d'accueil informels. Le gouvernement a une capacité limitée pour répondre aux besoins des personnes déplacées. La violence des gangs à grande échelle met à rude épreuve le système limité de services sociaux ; les partenaires extérieurs et les donateurs fournissent la majeure partie de l'aide humanitaire aux survivants et aux personnes déplacées¹⁶⁴.

Selon l'OIM, l'aggravation de la violence des gangs est à l'origine de 99 % des déplacements internes dans la capitale¹⁶⁵. L'UNICEF et d'autres sources précisent que cette violence continue en 2023 de provoquer une crise humanitaire avec le déplacement de 200.000 personnes à l'échelle nationale, dont 130.000 dans la seule capitale, sur une période non définie¹⁶⁶. D'après l'OIM, entre janvier et juin 2023, plus de 47.400 personnes ont été à nouveau déplacées dans la ZMPAP et plus de 6.700 dans l'Artibonite, notamment des personnes originaires des communes de Cabaret, Croix-des-Bouquets et Port-au-Prince dans le département de l'Ouest¹⁶⁷. En raison d'une escalade de violence depuis juillet 2023, plus de 19.000 résidents de la ZMPAP, pour la plupart des femmes et des enfants, ont abandonné leur domicile dans des quartiers de la capitale¹⁶⁸.

Afin de suivre les déplacements en Haïti, une situation en permanente évolution, l'OIM met à disposition de l'information relative aux crises récurrentes via son Displacement Tracking Matrix (DTM)¹⁶⁹.

¹⁶² BINUH, 31/08/2023, [url](#)

¹⁶³ HRW, 12/01/2023, [url](#)

¹⁶⁴ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

¹⁶⁵ OIM, 16/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#)

¹⁶⁶ UNICEF, 11/09/2023, [url](#) ; The New Humanitarian, 29/08/2023, [url](#) ; Reuters, 26/08/2023, [url](#)

¹⁶⁷ HRW, 14/08/2023, [url](#)

¹⁶⁸ Miami Herald, 13/09/2023, [url](#) ; UNICEF, 11/09/2023, [url](#) ; Nations unies, 01/09/2023, [url](#) ; Reuters, 26/08/2023, [url](#) ; Nations unies, 18/08/2023, [url](#)

¹⁶⁹ OIM, s.d., [url](#)

Si la plupart des déplacés vivent chez des amis ou des membres de leur famille, une partie d'entre eux trouve refuge dans des sites de déplacement improvisés, bondés, insécurisés, parfois insalubres¹⁷⁰. L'IJDH les décrit de la façon suivante :

« These sites are located in open-air spaces, schools, and churches, with people often sleeping on the ground and exposed to the elements. They are overcrowded and lack adequate and gender-segregated water and sanitation infrastructure, which increases vulnerability to disease and infection and exposes women and girls to violence. Women living in these sites have reported being raped and sexually exploited, including by aid workers. There are reports that persons displaced from areas under gang control sometimes face discrimination based on their perceived affiliation with those gangs »¹⁷¹.

En août 2023, la matrice DTM met en évidence les dangers croissants pour les déplacés et une détérioration inquiétante du tissu social :

« Près de la moitié des déplacés internes dans la capitale haïtienne ont dû quitter leurs logements temporaires au sein des communautés d'accueil et résident désormais dans des conditions vulnérables dans des sites improvisés. C'est presque le double du chiffre de fin 2022 et cela montre une tendance à la fatigue croissante dans les communautés et les familles d'accueil »¹⁷².

Bien que la plus grande concentration de personnes déplacées vive dans la ZMPAP, d'autres régions commencent à être sous pression¹⁷³. La matrice de suivi des déplacements de l'OIM a enregistré la présence de 143.209 personnes déplacées internes pour le département de l'Ouest, 28.975 pour le département du Centre, et 22.440 pour le département de l'Artibonite ; 40.748 personnes auparavant déplacées dans ces trois départements ont pu regagner leurs foyers¹⁷⁴. Des habitants de la capitale (notamment Carrefour-Feuilles et alentours) se déplacent en grand nombre vers Carrefour, Cayes, La Vallée-de-Jacmel et d'autres régions du grand Sud¹⁷⁵. Un rapport couvrant le mois d'août 2023 du Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR), une association dont l'action se concentre sur la situation migratoire entre Haïti et la République dominicaine, signale que de nombreux Haïtiens ont quitté définitivement la capitale pour s'installer dans des provinces relativement plus paisibles, notamment dans des zones frontalières. D'autres ont tenté de fuir le pays, principalement en direction de la République dominicaine¹⁷⁶.

Pour rappel, Bruno Maes, le représentant de l'UNICEF en Haïti, décrivait mi-septembre 2023 une situation éminemment volatile et particulièrement imprévisible, caractérisée par des menaces constantes d'attaques armées sur l'ensemble de Port-au-Prince. De nouveaux déplacements ont lieu tous les jours en raison de nouvelles attaques. Des sites d'accueil peuvent disparaître en un clin d'oeil face à l'escalade de violence en un lieu et un moment déterminé¹⁷⁷.

¹⁷⁰ UNICEF, 11/09/2023, [url](#) ; OIM, 10/09/2023, [url](#) ; Nations unies, 01/09/2023, [url](#) ; Reuters, 26/08/2023, [url](#) ; Nations unies, 18/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#)

¹⁷¹ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

¹⁷² OIM, 16/08/2023, [url](#)

¹⁷³ OIM, 16/08/2023, [url](#)

¹⁷⁴ OIM, 08/2023, [url](#)

¹⁷⁵ Le Nouvelliste, 06/09/2023, [url](#)

¹⁷⁶ GARR (@GARRHaiti), 12/09/2023, [url](#)

¹⁷⁷ UNICEF, 11/09/2023, [url](#)



Fuite de familles de la capitale vers le grand Sud¹⁷⁸

7. Situation au retour en Haïti

D'après le Tableau de bord interactif sur les rapatriements vers Haïti de l'OIM, de septembre 2021 à juillet 2023, 162.797 Haïtiens ont été rapatriés : près de 70 % d'entre eux l'ont été depuis la République dominicaine et près de 20 % en provenance des Etats-Unis¹⁷⁹. Cent mille d'entre eux l'ont été au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2023 au 16 août 2023¹⁸⁰, ce qui indique une tendance à l'augmentation des rapatriements¹⁸¹. Au cours du premier semestre 2023, plus de 73.000 personnes ont été renvoyées de force en Haïti¹⁸². HRW dénonce des modalités abusives¹⁸³. Beaucoup de rapatriés n'ont pas de papiers d'identité¹⁸⁴. Parmi les Haïtiens expulsés par la République dominicaine figurent des personnes nées en République dominicaine¹⁸⁵.

Dès novembre 2022, des agences onusiennes ont recommandé aux États de ne pas renvoyer en Haïti des ressortissants haïtiens. Le 3 novembre 2022, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés exhorte les États à ne pas renvoyer de force les Haïtiens en Haïti : ceux qui le sont « peuvent être confrontés à des risques sécuritaires et sanitaires potentiellement mortels, ainsi qu'à de nouveaux déplacements à l'intérieur du pays »¹⁸⁶. Le 10 novembre 2022, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, réitère son appel de la semaine antérieure à ne pas expulser des Haïtiens : « [u]nremitting armed violence and systematic human rights violations in Haiti do not currently allow for the safe, dignified and sustainable return of Haitians to the country »¹⁸⁷. En février 2023, un rapport publié sous la direction de l'University of Miami School of Law appelle les Etats-Unis à cesser le renvoi d'Haïtiens « because of the current conditions generally and the life-threatening practice of detention »¹⁸⁸. Le 28 avril 2023, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale (Committee on the Elimination of Racial Discrimination, CERD) appelle à suspendre les retours forcés collectifs et à adopter des mesures pour protéger les déplacés haïtiens, après que 36.000 personnes d'origine haïtienne ont été déportées au cours des trois premiers mois

¹⁷⁸ Le Nouvelliste, 06/09/2023, [url](#)

¹⁷⁹ OIM, 08/2023, [url](#)

¹⁸⁰ OIM, 16/08/2023, [url](#)

¹⁸¹ Nations unies, 28/04/2023, [url](#) ; HRW, 12/01/2023, [url](#)

¹⁸² HRW, 14/08/2023, [url](#)

¹⁸³ HRW, 08/2023, [url](#)

¹⁸⁴ OIM, 16/08/2023, [url](#)

¹⁸⁵ HRW, 12/01/2023, [url](#)

¹⁸⁶ UNHCR, 03/11/2022, [url](#)

¹⁸⁷ OHCHR, 10/11/2022 [url](#)

¹⁸⁸ University of Miami School of Law, 02/2023, [url](#)

de cette année¹⁸⁹. Fin juin 2023, l'Expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits humains en Haïti exhorte la République dominicaine à mettre fin aux méthodes de rapatriement qui ne respectent pas les normes en matière de droits humains et qui violent les accords bilatéraux sur la migration, et réitère l'appel lancé à tous les pays de la région pour qu'ils mettent fin aux déportations massives de migrants haïtiens, en particulier d'enfants non accompagnés¹⁹⁰. Dans son rapport d'août 2023, HRW répète sa recommandation à tous les gouvernements de cesser les éloignements, les expulsions et le renvoi des Haïtiens vers leur pays « as long as conditions of violence and other exceptional conditions present a real risk of serious harm »¹⁹¹. D'après une analyse de HRW, « le retour des Haïtienne-s et de leurs enfants dans le pays, où ils risquent de subir des préjudices graves ou irréparables, équivaldrait à un refoulement en violation des lois internationales sur les droits humains »¹⁹².

Les sources consultées dans le cadre de cette recherche ne signalent pas l'existence d'un monitoring des droits humains des Haïtiens rentrés au pays. Dans son rapport annuel paru en janvier 2023, HRW constate au contraire qu'en octobre 2022, « il n'y avait toujours pas de programme d'aide à la réinsertion des personnes rapatriées en Haïti ni de mécanisme permettant de vérifier si certaines d'entre elles étaient persécutées ou subissaient d'autres torts à leur retour dans le pays »¹⁹³.

Toutefois, quelques sources rapportent des problèmes rencontrés par des migrants revenus en Haïti. Selon plusieurs sources concordantes, certains Haïtiens refoulés ont été détenus abusivement par des fonctionnaires qui cherchaient à obtenir de l'argent en échange de leur libération¹⁹⁴. D'après le rapport de l'University of Miami School of Law paru en février 2023, cette pratique est illégale et systématique et les conditions de détention entraînent parfois la mort¹⁹⁵. D'après un rapport paru en mars 2022, des associations venant en aide aux migrants de retour craignent que les personnes expulsées ou rapatriées de force en Haïti fassent l'objet d'un enlèvement et de chantage par les gangs, car ces derniers pourraient croire que les personnes revenues au pays ont de l'argent pour voyager ou des proches à l'étranger prêts à payer des rançons¹⁹⁶. Une recherche de l'Immigration and Refugee Board of Canada (IRBC) parue en août 2020 indique également que des Haïtiens rentrés au pays après avoir vécu à l'étranger courent un risque accru d'être ciblés par des criminels car ils sont considérés comme riches ou ayant accès à de l'argent. La société pourrait par ailleurs considérer les Haïtiens rapatriés comme des criminels car un rapatriement est souvent associé à la commission d'un délit¹⁹⁷.

Des agences onusiennes, des institutions haïtiennes et des ONG locales offrent de l'aide aux migrants haïtiens rentrés au pays. En fonction des besoins de protection individuels, l'OIM fournit - en coordination avec l'Institut pour le bien-être social et de recherches (IBESR) - aux migrants rapatriés vulnérables de la nourriture et des boissons pendant le processus d'enregistrement, de l'argent, un kit d'hygiène, des premiers secours et une orientation vers une assistance médicale, un soutien psychologique professionnel ainsi qu'une aide au regroupement familial pour les enfants non accompagnés et séparés¹⁹⁸. Le Biwo Nasyonay Migrasyon (Office national haïtien des migrations) fournit une assistance aux rapatriés à l'aéroport, notamment une aide en espèces, de la nourriture et des produits d'hygiène, mais il ne surveille pas leur situation après les avoir déposés aux gares routières ou dans les hôtels¹⁹⁹. L'UNICEF, en collaboration avec l'IBESR et deux ONG locales, la Fondation Zami Timoun et le Réseau Frontalier Jeannot Succes, est réputée fournir des services aux

¹⁸⁹ HRW, 14/08/2023, [url](#) ; Nations unies, 28/04/2023, [url](#)

¹⁹⁰ HRW, 14/08/2023, [url](#)

¹⁹¹ HRW, 08/2023, [url](#)

¹⁹² HRW, 14/08/2023, [url](#)

¹⁹³ HRW, 12/01/2023, [url](#) ; HRW, 24/03/2022, [url](#)

¹⁹⁴ USDOS, 20/03/2023, [url](#) ; ACCORD, 04/2023, [url](#)

¹⁹⁵ University of Miami School of Law, 02/2023, [url](#)

¹⁹⁶ HRW, 24/03/2022, [url](#)

¹⁹⁷ IRBC, 27/08/2020, [url](#)

¹⁹⁸ OIM, 18/08/2023, [url](#)

¹⁹⁹ HRW, 24/03/2022, [url](#)

enfants non accompagnés et séparés rapatriés à quatre points de passage officiels vers la République dominicaine voisine et dans deux aéroports²⁰⁰. Le GARR publie un bulletin mensuel comprenant des statistiques sur les rapatriements, retours spontanés et refoulements ainsi que des informations relatives aux faits marquants survenus durant la période couverte et à l'assistance fournie par l'ONG. Dans l'édition couvrant le mois d'août 2023, le GARR communique avoir assisté (hébergement, produits de première nécessité, appui psychosocial et transport) un peu plus de mille Haïtiens rentrés en provenance de la République dominicaine²⁰¹.

Le 15 septembre 2023, le président dominicain a décrété la fermeture des frontières pour riposter contre la construction d'un canal d'irrigation sur la rive haïtienne d'un cours d'eau frontalier²⁰². Cette fermeture n'empêche pas des milliers de Haïtiens de quitter la République dominicaine pour retourner en Haïti²⁰³.

Pour rappel, les tirs le long de la route de l'aéroport sont fréquents et peuvent affecter les voyageurs à destination et en provenance de l'aéroport international Toussaint Louverture (PAP)²⁰⁴.

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Accès aux denrées de base

Les Nations unies estiment que 4,9 millions d'Haïtiens (près de la moitié de la population du pays) souffrent d'une grave insécurité alimentaire. À titre d'illustration, plus de 19.000 résidents de Cité Soleil ont connu une famine catastrophique à la fin de l'année 2022. Haïti est désormais l'un des pays dont les communautés sont les plus menacées par la famine²⁰⁵. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agricultural Organisation of the United Nations, FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont élevé Haïti au « plus haut niveau de préoccupation » en matière d'insécurité alimentaire pour la période allant de juin à novembre 2023²⁰⁶. Selon un rapport relatif aux crises alimentaires dans le monde paru en 2023, la situation devrait se détériorer encore un peu « due to urban insecurity and gang violence, high inflation as well as the lingering impacts of previous natural disasters »²⁰⁷.

Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification, IPC), développé initialement par la FAO, fournit une classification de la sévérité de l'insécurité alimentaire afin de contribuer à la prise de décision et à la coordination de l'intervention²⁰⁸. Dans son infographie publiée le 20 septembre 2023, le Cadre rappelle :

« La violence des gangs armés continue d'impacter négativement la situation de sécurité alimentaire du pays. En effet, l'insécurité s'est accrue de manière exponentielle au cours des derniers mois avec la multiplication des cas de kidnapping, des attaques armées, des vols et des viols poussant les ressources humaines du pays à l'émigration et à des déplacements internes importants particulièrement au niveau de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et dans la vallée

²⁰⁰ ACCORD, 04/2023, [url](#)

²⁰¹ GARR (@GARRHaïti), 12/09/2023, [url](#)

²⁰² Le Monde, 16/09/2023, [url](#)

²⁰³ EFE, 21/09/2023, [url](#)

²⁰⁴ Le Nouvelliste via Karib'Info, 22/08/2023, [url](#) ; Crisis 24, 31/07/2023, [url](#)

²⁰⁵ Aux côtés de l'Afghanistan, du Burkina Faso, du Mali, de la Somalie, du Soudan du Sud, du Soudan et du Yémen. HRW, 14/08/2023, [url](#)

²⁰⁶ IJDH, 14/08/2023, [url](#) ; HRW, 14/08/2023, [url](#)

²⁰⁷ Global Network Against Food Crises, FSIN, 2023, [url](#)

²⁰⁸ IPC, s.d., [url](#)

de l'Artibonite [...]. De plus, cette situation continue de perturber les marchés et la circulation des personnes et des biens »²⁰⁹.

L'infographie précise :

« Au cours de la période actuelle allant du mois d'août 2023 à février 2024, 14 % de la population analysée, soit près de 1,4 million de personnes sont classées en Phase 4 de l'IPC (Urgence) et 30 % (environ 2,95 millions de personnes) en Phase 3 (Crise). Ainsi, 44 % de la population analysée présente une insécurité alimentaire élevée et a besoin d'une action urgente pour combler les déficits de consommation et protéger les moyens d'existence »²¹⁰.

L'insécurité généralisée et ses corollaires que sont la hausse croissante des prix des denrées alimentaires (+ 23 % en 2022 par rapport à 2021), une production insuffisante et des problèmes d'acheminement, provoquent une crise alimentaire sévère, selon plusieurs sources²¹¹ et le rapport de l'IJDH qui explique :

« Gang violence and roadblocks in Port-au-Prince have disrupted food supply chains across the country and prevented both food distribution and access to markets. Gang activity also prevents workers in the Artibonite region – Haiti's main agricultural hub – from reaching their fields and maintaining irrigation systems, exacerbating the already devastating impact of a drought on food scarcity nationwide and prompting concerns about 10 a famine in the country. Fertilizer merchants have been forced to close their stores due to gang violence, further affecting the production of key crops. Longer-term drivers of the hunger crisis include inadequate humanitarian support, environmental challenges, and persistent foreign interference in Haiti's food sovereignty »²¹².

8.2. Accès à l'aide humanitaire

L'édition 2023 du rapport USDOS fait état de « deliberate blockage of humanitarian aid »²¹³. D'après Johan Lefebvre Chevallier, directeur pays pour l'ONG Mercy Corps, la montée de la violence, les enlèvements, les pillages endémiques, les barrages routiers persistants et le pouvoir inégalé des gangs créent de redoutables obstacles aux organisations qui tentent de fournir une aide humanitaire vitale²¹⁴.

À titre illustratif, des organisations parmi lesquelles MSF rapportent que le conflit de juillet 2022 a plongé dans l'isolement total le quartier Cité Soleil : il était impossible de livrer de l'aide ou d'évacuer des résidents blessés nécessitant des soins médicaux. Le 19 juillet 2022, le PAM a pu commencer à livrer des produits dans le quartier sous escorte policière²¹⁵.

Selon l'OCHA, environ 5,2 millions d'Haïtiens ont actuellement besoin d'une assistance humanitaire pour diverses raisons, dont des niveaux alarmants d'insécurité. Cependant, en dépit des difficultés d'accès dues à l'insécurité, des associations humanitaires parviennent à accéder aux déplacés pour leur apporter une aide immédiate telle que de la nourriture, de l'eau, des abris, des installations sanitaires, des soins de santé et un soutien psychosocial, en particulier pour les victimes de violences sexuelles²¹⁶.

²⁰⁹ IPC, 20/09/2023, [url](#)

²¹⁰ IPC, 20/09/2023, [url](#)

²¹¹ IPC, 20/09/2023, [url](#) ; The Guardian, 18/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#) ; HRW, 12/01/2023, [url](#) ; AJ, 01/05/2023, [url](#) ; Wilson Center, 25/04/2023, [url](#) ; PAM, 24/03/2023, [url](#) ; InSight Crime, 27/02/2023, [url](#)

²¹² IJDH, 14/08/2023, [url](#)

²¹³ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

²¹⁴ The Guardian, 18/08/2023, [url](#)

²¹⁵ AI, 27/03/2023, [url](#)

²¹⁶ OCHA, 03/2023, [url](#)

8.3. Accès à l'eau potable

Seuls 55 % des ménages haïtiens ont accès à l'eau potable et les deux tiers de la population disposent de services d'assainissement limités ou inexistant, une situation qui aggrave la propagation du choléra à l'échelle nationale²¹⁷.

Le rapport de l'IJDH analyse de la façon suivante la crise de l'accès à l'eau :

« A report published in March by the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs found that 3.3 million Haitians – over one quarter of the population – lack adequate access to water, hygiene, and sanitation systems. The acute water crisis is the consequence of long-term problems with access to water, rooted in persistent failures by the Haitian government to build and maintain water infrastructure. Ongoing catastrophic insecurity and fuel shortages that prevent water treatment and distribution have exacerbated these problems. [...] Haitians thus remain vulnerable to water-borne diseases, including cholera. Climate change and environmental degradation are further drivers of the water crisis. [...] Extreme flooding in other areas in early June left 42 people dead, displaced over 13,000, and compounded problems with access to drinking water as well as other humanitarian issues »²¹⁸.

8.4. Accès aux services de santé

Catherine Russell, directrice générale de l'UNICEF, a déclaré le 16 juin 2023 que le système national de santé est « au bord de l'effondrement » et qu'il « ne peut pas répondre à la crise de malnutrition et à l'épidémie de choléra qui sévit dans le pays ». Les organisations internationales estiment que 75 % des établissements de santé du pays manquent de médicaments ou d'équipements médicaux et ne disposent pas de personnel qualifié en suffisance. Les travailleurs de ce secteur ont mené des grèves pour protester contre l'incapacité du gouvernement à garantir des conditions de travail adéquates et des salaires suffisants, perturbant encore davantage la fourniture de soins de santé²¹⁹.

En raison des risques de sécurité liés aux attaques de gangs, l'accès aux services de santé dans certaines localités est par moments limité, suspendu ou arrêté²²⁰.

Les gangs continuent de cibler des professionnels de la santé et des patients pour les kidnapper et les attaquer. En conséquence, plusieurs centres médicaux ont été contraints de fermer ou de suspendre leurs opérations. Ces dernières années, l'insécurité a provoqué un exode massif du personnel de santé. En même temps, la violence a accru les besoins urgents en matière de soins de santé, pour les victimes de blessures par balle et de violences sexuelles²²¹.

La violence des gangs et les barrages routiers rendent les déplacements vers les hôpitaux extrêmement risqués voire impossibles, et compliquent le transport du carburant et des fournitures médicales de base. Les coûts élevés du carburant et les pannes d'électricité persistantes ont encore aggravé ces problèmes²²².

Une épidémie de choléra exacerbe la crise. Alors que le choléra refaisait surface en Haïti en octobre 2022, un gang armé assiégeait le principal terminal de pétrole du pays, ce qui a simultanément forcé des hôpitaux à fermer et limité la disponibilité d'eau propre à la consommation. La maladie continue de se propager à travers Haïti. L'effondrement des systèmes de surveillance et l'insécurité généralisée qui entravent l'accès aux soins médicaux et aux tests ont pour effet que les cas réels sont

²¹⁷ HRW, 14/08/2023, [url](#)

²¹⁸ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

²¹⁹ HRW, 14/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#)

²²⁰ BINUH, 31/08/2023, [url](#) ; HRW, 14/08/2023, [url](#) ; Wilson Center, 25/04/2023, [url](#)

²²¹ HRW, 14/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#)

²²² IJDH, 14/08/2023, [url](#)

probablement beaucoup plus élevés que le nombre annoncé par le ministère de la Santé (56.580 cas présumés, 3.612 cas confirmés et 814 décès à la date du 26 juillet 2023). La vitesse de la propagation est en grande partie due à des problèmes chroniques qui affectent les infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène et le système de santé d'Haïti. La malnutrition, qui aggrave les symptômes et augmente le risque de décès, est une vulnérabilité supplémentaire²²³.

8.5. Accès à des moyens de subsistance

Avant la crise actuelle, Haïti était déjà considéré comme le pays le plus pauvre et le moins développé de l'hémisphère occidental. Le ralentissement économique durant cinq années d'affilée a plongé les Haïtiens dans l'extrême pauvreté. En avril 2023, près de 90 % d'entre eux vivaient en dessous du seuil de pauvreté, dont près d'un tiers en « extrême pauvreté ». Septante-cinq pour cent des Haïtiens disposant d'une source de revenus déclarent qu'ils trouvent extrêmement difficile de joindre les deux bouts avec un revenu mensuel inférieur à 10.000 gourdes (74 USD)²²⁴.

Les enlèvements intempestifs et la violence dans les rues étranglent l'économie et alimentent le chômage, affirme Allen Joseph, responsable du programme de sécurité alimentaire et résilience de l'ONG Mercy Corps en Haïti²²⁵.

L'insécurité et les obstacles aux activités économiques et aux voyages qui en résultent ont exacerbé les causes structurelles à long terme du déclin économique d'Haïti. Les attaques constantes des gangs contre les ports commerciaux et les barrages routiers le long des routes principales ont entravé la circulation des marchandises dans le pays, augmentant les coûts et déstabilisant davantage l'économie²²⁶.

L'inflation record de 49,3 % en janvier 2023 a rendu les biens et services essentiels inabordables pour beaucoup. Le riz, la viande, le lait en poudre, l'huile de cuisson, les pois et le sucre ont augmenté de 87 % au cours de la dernière année, obligeant les ménages pauvres à dépenser au moins 75 % de leurs revenus à l'alimentation²²⁷.

8.6. Accès à l'éducation

Le tremblement de terre de 2021 a détruit ou fortement endommagé 1.250 écoles et peu d'entre elles ont été reconstruites²²⁸. En plus, selon l'UNICEF, depuis octobre 2022, plus d'un quart des écoles haïtiennes ont dû fermer en raison de la violence des gangs et de la crise humanitaire, particulièrement dans les départements du nord et du nord-est. Depuis 2019, la plupart des élèves ont perdu une année académique²²⁹.

Le représentant de l'UNICEF en Haïti, Bruno Maes, a averti en février 2023 que les actes de violence armée contre les écoles en Haïti, notamment les fusillades, les saccages, les pillages et les enlèvements, ont été multipliés par neuf en un an, alors que l'insécurité croissante et les troubles généralisés commencent à paralyser le système éducatif²³⁰.

Selon les rapports de l'IJDH et de HRW, des membres de gangs tirent sur des enseignants et des élèves, les kidnappent, pillent et assiègent les installations et volent la nourriture. Un rapport de police d'avril 2023 révèle que des gangs ont caché des armes dans des écoles de la capitale. Les agressions

²²³ HRW, 14/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#) ; Wilson Center, 25/04/2023, [url](#)

²²⁴ UNICEF, 11/09/2023, [url](#) ; The Guardian, 18/08/2023, [url](#) ; IJDH, 14/08/2023, [url](#)

²²⁵ The Guardian, 18/08/2023, [url](#)

²²⁶ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

²²⁷ IJDH, 14/08/2023, [url](#)

²²⁸ HRW, 12/01/2023, [url](#)

²²⁹ Wilson Center, 25/04/2023, [url](#)

²³⁰ UNICEF, 09/02/2023, [url](#)

ciblées et la violence omniprésente ont forcé des familles à garder leurs enfants à la maison, empêché des enseignants de faire la navette vers l'école et bloqué la distribution de kits scolaires à la campagne. Les enfants qui fréquentent l'école déclarent ne pas être capables de se concentrer en raison d'une peur constante. Certaines écoles ont tenté de donner des cours en ligne, marginalisant encore davantage les enfants vivant dans la pauvreté et n'ayant pas accès à Internet. Ces défis aigus sont exacerbés par un manque de ressources de longue date et un dysfonctionnement structurel du système scolaire haïtien. En 2023, le gouvernement a réduit le financement du secteur éducatif de 34 %. Il ne parvient pas à payer les enseignants de manière adéquate ou à temps, même en retenant les paiements des enseignants qui ne peuvent pas aller travailler en raison de la violence omniprésente des gangs. En avril 2023, les enseignants ont protesté contre les mauvaises conditions de travail et les salaires inadéquats. De nombreux enseignants ont démissionné parce qu'ils sont incapables de faire face à l'inflation²³¹.

²³¹ IJDH, 14/08/2023, [url](#) ; HRW, 14/08/2023, [url](#)

Résumé

Depuis l'assassinat du président haïtien Jovenel Moïse en 2021, le pays s'enlise dans une crise politique, humanitaire et sécuritaire. Le gouvernement a appelé la communauté internationale à l'aide. Le Kenya prévoit l'envoi d'un millier de policiers au plus tard en janvier 2024.

Les protagonistes sont intrinsèquement liés. Les gangs s'affranchissent progressivement des élites politiques et des affaires dont ils protégeaient les intérêts et versent dans une économie de guerre. Les forces de sécurité, dans une certaine mesure complices, s'avèrent incapables de protéger les civils qui s'organisent, plus encore depuis avril 2023, en mouvements d'autodéfense. En résulte un cercle perpétuel de violence.

Du fait du nombre élevé de morts et de la superficie croissante des zones contrôlées par les bandes armées, l'insécurité dans la capitale a atteint un niveau comparable à celui observé dans des pays en situation de conflit armé. Les gangs tuent, massacrent, pillent, kidnappent, extorquent, recrutent, infligent des violences basées sur le genre et entravent la libre circulation des personnes et des biens.

En 2023, les gangs contrôlent la quasi-totalité de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, en ce compris l'infrastructure-clé et les principales voies d'accès à la capitale. Ils ont étendu leur zone d'activité à certaines localités provinciales, notamment dans le département de l'Artibonite.

Le pays compte 200.000 personnes déplacées, qui, installées dans des communautés d'accueil, présentent des signes de fatigue et sont installées dans des abris de fortune qui n'offrent pas toujours la sécurité recherchée.

Près de 163.000 Haïtiens ont été rapatriés entre septembre 2021 et juillet 2023, essentiellement en provenance de la République Dominicaine et des Etats-Unis, et la tendance en 2023 est à l'augmentation de tels rapatriements. En raison de l'insécurité dans le pays, des agences onusiennes et des organisations internationales ont appelé les Etats à ne pas rapatrier des Haïtiens. Les sources consultées ne signalent pas l'existence d'un système de monitoring des personnes rapatriées. Cependant, des cas de détentions abusives par des fonctionnaires dans le but d'obtenir de l'argent ont été rapportés et des sources indiquent que les personnes rapatriées courent un risque accru d'être ciblées par des criminels. Des organisations onusiennes, des institutions haïtiennes et des ONG locales proposent de l'aide aux migrants haïtiens rentrés au pays.

La violence endémique a un impact négatif sur la vie quotidienne. Elle gêne la production et l'acheminement des denrées de base, dont les prix explosent. Elle bloque l'aide humanitaire. Elle limite la disponibilité du pétrole et entrave ce faisant le fonctionnement des systèmes d'assainissement de l'eau, avec pour conséquence un accès insuffisant à l'eau. L'insécurité augmente les besoins en soins urgents mais force des hôpitaux à fermer. La violence dans les rues et la difficulté de circuler qui en découle étranglent l'économie. Depuis octobre 2022, la violence a contraint une école sur quatre à la fermeture.

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

Aéroport international Toussaint Louverture [site web], s.d., <https://pap.aan-haiti.com/> [consulté le 29/08/2023]

Al Jazeera, *Haiti on 'brink of civil war', humanitarian group warns*, 01/05/2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/5/1/haiti-on-brink-of-civil-war-humanitarian-group-warns> [consulté le 29/09/2023]

Al Jazeera, *UN approves international force to aid Haiti amid gang violence*, 02/10/2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/10/2/un-approves-international-force-to-aid-haiti-amid-gang-violence> [consulté le 03/10/2023]

AlterPresse, *Haïti-Criminalité : Tensions et tirs nourris persistants en plusieurs quartiers de Port-au-Prince*, 28/09/2023, <https://www.alterpresse.org/spip.php?article29711> [consulté le 29/09/2023]

Amnesty International (AI), *Amnesty International Report 2022/23; The State of the World's Human Rights; Haiti 2022*, 27/03/2023, <https://www.amnesty.de/informieren/amnesty-report/haiti-2022> [consulté le 10/08/2023]

Associated Press (AP), *Haitians need aid and face 'staggering levels' of gender violence, UN children's chief says*, 30/06/2023, <https://apnews.com/article/haiti-unicef-children-rape-violence-aid-92ea1a48594dd8bc00fbf8de3ef39303> [consulté le 19/09/2023]

Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation (ACCORD), *Haiti COI Compilation*, 04/2023, https://www.ecoi.net/en/file/local/2091510/ACCORD_Haiti_April+2023.pdf [consulté le 10/08/2023]

BBC, *Haiti: Inside the capital city taken hostage by brutal gangs*, 05/12/2022, <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-63707429> [consulté le 10/08/2023]

BBC, *Kenya promises to end gang warfare and restore peace in Haiti*, 27/09/2023, <https://www.bbc.com/news/av/world-africa-66939705> [consulté le 28/09/2023]

Brookings, *Haiti in 2023: Political abyss and vicious gangs*, 03/02/2023, <https://www.brookings.edu/articles/haiti-in-2023-political-abyss-and-vicious-gangs/> [consulté le 26/09/2023]

Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH), *Rapport du Secrétaire général*, 14/04/2023, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N23/093/44/PDF/N2309344.pdf?OpenElement> [consulté le 08/09/2023]

Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH), *Situation des droits de l'homme. Principales tendances. Rapport trimestriel : avril - juin 2023*, 31/08/2023, https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/rapport_trimestriel_situation_des_droits_de_lhomme_en_haiti_avril_-_juin_2023.pdf [consulté le 08/09/2023]

Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH), *Situation des droits de l'homme. Principales tendances. Rapport trimestriel : janvier - mars 2023*, 09/05/2023, https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/rapport_trimestriel_droits_de_lhomme_-_q1_2023.pdf [consulté le 22/09/2023]

Carleton University, *Haiti. Conflict analysis 2023*, 06/03/2023, <https://carleton.ca/cifp/wp-content/uploads/Haiti-Conflict-Diagnostic-2023-1.pdf> [consulté le 29/08/2023]

Centre tricontinental (CETRI), *Haïti : de désespoir et de rage*, 03/10/2023, <https://www.cetri.be/Haiti-de-desespoir-et-de-rage?lang=fr> [consulté le 01/09/2023]

Centre tricontinental (CETRI), *Haïti : la solution volée*, 06/07/2023, <https://www.cetri.be/Haiti-la-solution-volee?lang=fr> [consulté le 29/09/2023]

Connectas, *Haïti: le gouvernement des gangs*, s.d., <https://www.connectas.org/especiales/haiti-el-gobierno-de-las-pandillas/fr/> [consulté le 10/08/2023]

Courrier International, *Opinion. En Haïti, c'est une guerre civile qui a lieu, et personne ne fait rien*, 25/04/2023, <https://www.courrierinternational.com/article/editorial-en-haiti-c-est-une-guerre-civile-qui-a-lieu-et-personne-ne-fait-rien> [consulté le 08/09/2023]

Crisis 24, *Haiti: Gang-related insecurity likely to continue affecting much of the country through at least mid-September*, 31/07/2023, <https://crisis24.garda.com/alerts/2023/07/haiti-gang-related-insecurity-likely-to-continue-affecting-much-of-the-country-through-at-least-mid-september-update-15> [consulté le 19/09/2023]

EFE, *Thousands of Haitians Flee Dominican Republic Due to Border Conflict*, 21/09/2023, <https://efe.com/en/other-news/2023-09-21/thousands-of-haitians-flee-dominican-republic-due-to-border-conflict/> [consulté le 23/09/2023]

Expedia [site web], s.d., <https://www.expedia.com/lp/flights/mia/pap/miami-to-port-au-prince> [consulté le 29/09/2023]

Flightradar24, *Port-au-Prince Toussaint Louverture International Airport*, s.d., <https://www.flightradar24.com/data/airports/pap> [consulté le 02/10/2023]

Fondasyon Je Klere, *Qui sommes nous ?*, s.d., <https://www.fjkl.org.ht/> [consulté le 10/08/2023]

France 24, *Haïti plus que jamais en proie aux violences des gangs*, 27/08/2023, <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20230827-ha%C3%Afti-plus-que-jamais-en-proie-aux-violences-des-gangs> [consulté le 07/09/2023]

Freedom House, *Freedom in the World 2023 - Haiti*, 2023, <https://freedomhouse.org/country/haiti/freedom-world/2023> [consulté le 01/09/2023]

Global Centre for the Responsibility to Protect, *Haiti*, 31/08/2023, <https://www.globalr2p.org/countries/haiti/> [consulté le 25/09/2023]

Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), *Contrôle des gangs et vides sécuritaires la violence fondée sur le genre à Cité Soleil, Haïti*, 05/2023, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2023/05/Contro%C3%A9le-des-gangs-et-vides-se%C3%A9curitaires-La-violence-fonde%C3%A9-sur-le-genre-a%C3%A0-Cite%C3%A0-Soleil-Hai%C3%A8ti-GI-TOC-Mai-2023.pdf> [consulté le 26/09/2023]

Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), *Les gangs en Haïti, Expansion, pouvoir et aggravation de la crise*, 10/2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%C3%A8ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf> [consulté le 19/09/2023]

Global Network Against Food Crises, Food Security Information Network (FSIN), *Global Report on Food Crises. 2023*, 2023, <https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2023-hi-res.pdf> [consulté le 29/09/2023]

Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) (@GARRHaiti), *Rapport mensuel. Août 2023* [X post], 12/09/2023, <https://twitter.com/GARRHaiti/status/1701683761245479297> [consulté le 19/09/2023]

Haïti Libre, *Les transporteurs de carburant sous la menace des gangs*, 24/07/2023, <https://www.haitilibre.com/article-40086-haiti-flash-les-transporteurs-de-carburant-sous-la-menace-des-gangs.html> [consulté le 01/09/2023]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Violence sexuelle à Port-au-Prince : une arme utilisée par les gangs pour répandre la terreur*, 10/2022, https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/2022.10.13-report_on_sexual_violence_fr.pdf [consulté le]

Human Rights Watch (HRW), « *Vivre un cauchemar* ». *Face à une crise qui s'aggrave, la situation en Haïti nécessite une réponse urgente fondée sur les droits humains*, 14/08/2023, https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2023/08/haiti0823fr%20web_1.pdf [consulté le 12/09/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Des Haïtiens sont renvoyés vers un pays plongé dans le chaos*, 24/03/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/03/24/des-haitiens-sont-renvoyes-vers-un-pays-plonge-dans-le-chaos> [consulté le 18/09/2023]

Human Rights Watch (HRW), *World Report 2023. Haiti. Events of 2022*, 12/01/2023, <https://www.hrw.org/world-report/2023/country-chapters/haiti> [consulté le 10/08/2023]

Immigration and Refugee Board of Canada (IRBC), *Haiti: Treatment by society of Haitians who have lived for a long time abroad, especially in Canada, after they return to their country; whether they are at risk of being victims of violence, and including the type of violence and from whom; whether their return could represent a threat to their families (2018–August 2020)*, 27/08/2020, <https://irb-cisr.gc.ca/en/country-information/rir/Pages/index.aspx?doc=458161&pls=1> [consulté le 19/09/2023]

InSight Crime, *Haiti Gangs Embrace Political and Police Chaos*, 31/01/2023, <https://insightcrime.org/news/haiti-gangs-de-facto-authority-state-institutions-struggle-respond/> [consulté le 29/08/2023]

InSight Crime, *Haiti*, 21/03/2023, <https://insightcrime.org/haiti-organized-crime-news/haiti/> [consulté le 25/09/2023]

InSight Crime, *Haiti's Anti-Gang Vigilantes May Pose Future Criminal Threat*, 09/05/2023, <https://insightcrime.org/news/bwa-kale-vigilante-movement-challenging-haitis-gangs/> [consulté le 29/08/2023]

InSight Crime, *Haiti's Rural Gangs Threaten Food Production as Hunger Crisis Looms*, 27/02/2023, <https://insightcrime.org/news/haitis-rural-gangs-threaten-food-production-as-hunger-crisis-looms/> [consulté le 29/09/2023]

InSight Crime, *UN Pushes Anti-Gang Intervention in Haiti Despite Past Failures*, 07/07/2023, <https://insightcrime.org/news/brief/un-pushes-anti-gang-intervention-in-haiti-despite-past-failures/> [consulté le 11/08/2023]

Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH), *Human Rights and the Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments December 2022 through May 2023*, 14/08/2023, https://ijdh.org/wp-content/uploads/2023/08/HRU-June-2023-FINAL_updated-8.14.pdf [consulté le 19/09/2023]

Integrated Food Security Phase Classification (IPC), *Aperçu de l'insécurité alimentaire aiguë, août 2023 – février 2024*, 20/09/2023, <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-aperçu-de-linsecurite-alimentaire-aigue-de-lipc-aout-2023-fevrier-2024> [consulté le 29/09/2023]

Integrated Food Security Phase Classification (IPC), *Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire*, s.d., https://www.ipcinfo.org/fileadmin/templates/ipcinfo/Docs/IPC_Facsheet_FR.pdf [consulté le 29/09/2023]

International Committee of the Red Cross (ICRC), *Haiti: Severe levels of insecurity must not be an obstacle to much needed humanitarian aid*, 08/02/2023, <https://www.icrc.org/en/document/haiti-severe-levels-insecurity-must-not-be-obstacle-much-needed-humanitarian-aid> [consulté le 21/09/2023]

International Crisis Group (ICG), *Les Haïtiens recourent à la justice populaire alors que la menace des gangs s'intensifie*, 03/07/2023, <https://www.crisisgroup.org/fr/latin-america-caribbean/haiti/haitians-turn-mob-justice-gang-threat-festers> [consulté le 01/09/2023]

Kayak [site web], s.d., https://www.kayak.com/flights/MIA-PAP/2023-09-30/2023-10-07?sort=bestflight_a [consulté le 29/09/2023]

Le Devoir, *Haïti «au bord d'une catastrophe humanitaire irréparable»*, 26/04/2023, <https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/789878/haiti-au-bord-d-une-catastrophe-humanitaire-irreparable> [consulté le 08/09/2023]

Le Monde, *La République dominicaine verrouille sa frontière avec Haïti sur fond de guerre de l'eau*, 16/09/2023, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/16/la-republique-dominicaine-verrouille-sa-frontiere-avec-haiti-sur-fond-de-guerre-de-l-eau_6189701_3210.html?random=1062304340 [consulté le 19/09/2023]

Le National, *Carrefour-Feuille: des déplacés pourchassés dans des centres d'hébergement*, 02/09/2023, http://www.lenational.org/post_article.php?pol=3985 [consulté le 29/09/2023]

Le National, *Haïti dans l'œil de la tempête tropicale Franklin*, 22/08/2023, https://www.lenational.org/post_article.php?pol=3938 [consulté le 29/09/2023]

Le Nouvelliste via Karib'Info, *De Canaan au bas Artibonite, la route de la mort*, 22/08/2023, <https://www.karibinfo.com/news/haiti-connaissiez-vous-la-route-de-la-mort/> [consulté le 29/09/2023]

Le Nouvelliste, *Attaques des gangs : les autorités du grand Sud « ressentent la pression des déplacés en provenance de Port-au-Prince »*, 06/09/2023, <https://www.lenouvelliste.com/article/244300/gang-attacks-authorities-in-southern-regions-under-pressure-from-port-au-prince-displaced> [consulté le 08/09/2023]

- Loop, *Haïti/Insécurité : Plusieurs personnes enlevées sur la route 9*, 06/06/2023, <https://haiti.loopnews.com/content/haitiinscurite-plusieurs-personnes-enlevees-sur-la-route-9> [consulté le 31/08/2023]
- Miami Herald, *Gang-related violence in Haiti has reached levels not seen in decades, U.N. chief says*, 24/01/2023, <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article271567747.html> [consulté le 29/09/2023]
- Miami Herald, *U.S. official says U.N. resolution on Haiti is urgent: 'We are moving as fast as we can'*, 13/09/2023, <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article279291159.html> [consulté le 18/09/2023]
- Nations unies, *Des experts de l'ONU dénoncent l'expulsion collective d'Haïtiens dans les Amériques*, 28/04/2023, <https://news.un.org/fr/story/2023/04/1134657> [consulté le 18/09/2023]
- Nations unies, *Haïti: préoccupé par l'intensification des activités criminelles, le Conseil de sécurité proroge et renforce le mandat du BINUH jusqu'au 15 juillet 2024*, 14/07/2023, <https://press.un.org/fr/2023/cs15356.doc.html> [consulté le 10/08/2023]
- Nations unies, *Le chef de l'ONU appelle le monde à se mobiliser pour les Haïtiens*, 06/07/2023, <https://news.un.org/fr/story/2023/07/1136682> [consulté le 29/09/2023]
- Nations unies, *Les droits humains de la population haïtienne doivent être protégés, affirme l'ONU*, 18/08/2023, <https://news.un.org/fr/story/2023/08/1137752> [consulté le 28/08/2023]
- Nations unies, *Violence en Haïti : « Le carnage doit cesser », déclare le chef de l'humanitaire de l'ONU*, 01/09/2023, <https://news.un.org/fr/story/2023/09/1138187> [consulté le 08/09/2023]
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Displacement Tracking Matrix. Haïti, s.d.*, <https://dtm.iom.int/haiti> [consulté le 19/09/2023]
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Haïti Emergency Response, Situation Report. July 2023*, 18/08/2023, https://haiti.iom.int/sites/g/files/tmzbd11091/files/documents/2023-08/external_sitrep_july_23.pdf [consulté le 12/09/2023]
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Haïti suivi des urgences (ETT). Tableau de bord N°23. Collecte des données : 6 - 8 septembre 2023. Déplacements à Solino (commune de Port-au-Prince, département de l'Ouest)*, 10/09/2023, <https://dtm.iom.int/sites/g/files/tmzbd11461/files/reports/ETT%2023%20D%C3%A9placement%20%C3%A0%20Solino.pdf> [consulté le 19/09/2023]
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Les Haïtiens déplacés sont confrontés à des risques accrus dans les sites improvisés*, 16/08/2023, <https://www.iom.int/fr/news/les-haitiens-deplaces-sont-confrontes-des-risques-accrus-dans-les-sites-improvises> [consulté le 31/08/2023]
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Tableau de bord interactif sur les rapatriements vers Haïti (de septembre 2021 à juillet 2023), Power BI Report, Statistiques sur les personnes rapatriées en Haïti depuis 2021*, 08/2023, <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoieWZiYzU2MzktOWFkMC00MDk4LWFIOTQtNmQ0YTU1ODkzOTQ2IiwidCI6IjE1ODgyNjJkLTZmItNDNiNC1iZDZILWJjZTQ5YzhINjE4NiIsImMiOiJh9> [consulté le 31/08/2023]
- Programme alimentaire mondial (PAM), *'Haiti can't wait': People on the brink as hunger levels rise, warns food security report*, 24/03/2023, <https://www.wfp.org/stories/haiti-cant-wait-people-brink-hunger-levels-rise-warns-food-security-report> [consulté le 29/09/2023]
- Radio France Internationale (RFI), *Haïti: six policiers tués par des gangs, la capitale sous haute tension*, 27/01/2023, <https://www.rfi.fr/am%C3%A9riques/20230127-ha%C3%A9ti-six-policiers-tu%C3%A9s-par-des-gangs-la-capitale-sous-haute-tension> [consulté le 29/09/2023]
- Réseau Haïtien Information (RHI) News, *Les évêques catholiques exigent que "les pouvoirs publics et d'autres secteurs de la nation arrêtent leur complicité et leur soutien aux gangs armés"*, 16/09/2023, <https://www.rhinews.com/actualites/les-eveques-catholiques-exigent-que-les-pouvoirs-publics-et-dautres-secteurs-de-la-nation-arretent-leur-complicite-et-leur-soutien-aux-gangs-armes/> [consulté le 22/09/2023]

Reuters, *Haitian gangs call for armed overthrow of PM Henry as chaos escalates*, 20/09/2023, <https://www.reuters.com/world/haitian-gangs-call-armed-overthrow-pm-henry-chaos-escalates-2023-09-20/> [consulté le 21/09/2023]

Reuters, *Haitians shelter in sports center as fresh attacks displace nearly 9,000*, 26/08/2023, <https://www.reuters.com/world/americas/haitians-shelter-sports-center-fresh-attacks-displace-nearly-9000-2023-08-26/> [consulté le 28/08/2023]

The Guardian, *Haiti: 97% of households in some areas suffering from severe hunger*, 18/08/2023, <https://www.theguardian.com/global-development/2023/aug/18/haiti-hunger-crisis-mercy-corps> [consulté le 28/08/2023]

The Guardian, *Haiti's most powerful gang boss calls for uprising to overthrow prime minister*, 21/09/2023, <https://www.theguardian.com/world/2023/sep/21/haiti-jimmy-barbecue-cherizier-overthrow-prime-minister-ariel-henry> [consulté le 22/09/2023]

The Haitian Times, *Haitians can no longer hide behind the caste system killing our country*, 16/07/2021, <https://haitiantimes.com/2021/07/16/haitians-can-no-longer-hide-behind-the-caste-system-killing-our-country/> [consulté le 16/10/2023]

The New Humanitarian, *'We can't find support': Three women's stories of repeated rape by Haitian gangs*, 27/06/2023, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2023/06/27/we-cant-find-support-three-womens-stories-repeated-rape-haitian-gangs> [consulté le 26/09/2023]

The New Humanitarian, *Haiti gangs: Who might intervene, and will it do more harm than good?*, 29/08/2023, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2023/08/29/haiti-gangs-who-might-intervene-and-will-it-do-more-harm-good> [consulté le 19/09/2023]

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), *Killings of journalists up 50% in 2022, half targeted off duty*, 16/01/2023, <https://www.unesco.org/en/articles/unesco-killings-journalists-50-2022-half-targeted-duty> [consulté le 26/09/2023]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Le HCR appelle les États à s'abstenir de renvoyer de force les ressortissants haïtiens*, 03/11/2022, <https://www.unhcr.org/fr/actualites/news-releases/le-hcr-appelle-les-etats-sabstenir-de-renvoyer-de-force-les-ressortissants> [consulté le 12/09/2023]

United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF), *Escalating violence threatens thousands of children in Port-au-Prince, Haiti*, 11/09/2023, <https://www.unicef.org/haiti/communiqu%C3%A9s-de-presse/escalating-violence-threatens-thousands-children-port-au-prince-haiti> [consulté le 12/09/2023]

United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF), *Haïti : neuf fois plus de violence armée contre les écoles en un an*, 09/02/2023, <https://www.unicef.fr/article/haïti-neuf-fois-plus-de-violence-armee-contre-les-ecoles-en-un-an/> [consulté le 28/08/2023]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Aperçu des besoins humanitaires Haïti cycle de programme humanitaire 2023*, 03/2023, <https://www.unocha.org/haiti> [consulté le 29/09/2023]

United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Comment by UN High Commissioner for Human Rights Volker Türk on deportation of Haitians from Dominican Republic*, 10/11/2022, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/11/comment-un-high-commissionerhuman-rights-volker-turk-deportation-haitians> [consulté le 12/09/2023]

United Nations Security Council, *Final report of the Panel of Experts on Haiti submitted pursuant to resolution 2653 (2022)*, 15/09/2023, <https://m3r4n8n8.stackpathcdn.com/wp-content/uploads/2023/10/Report-Panel-of-Experts-Haiti-1.pdf> [consulté le 16/10/2023]

United States Department of State (USDOS), *2022 Country Report on Human Rights Practices: Haiti*, 20/03/2023, <https://www.ecoi.net/en/document/2089114.html> [consulté le 10/08/2023]

United States Department of State (USDOS), *2022 Report on International Religious Freedom: Haiti*, 15/05/2023, <https://www.state.gov/reports/2022-report-on-international-religious-freedom/haiti/> [consulté le 10/08/2023]

University of Miami School of Law, *Urgent call to stop all U.S. deportations to Haiti*, 02/2023, <https://www.law.miami.edu/assets/files-exp/files-clinic-human-rights/urgent-call-to-stop-all-u.s-deportations-to-haiti-february-202312.pdf> [consulté le 19/09/2023]

Wilson Center, *Gang Rule, Gang Killings in Haiti*, 25/04/2023, <https://www.wilsoncenter.org/blog-post/gang-rule-gang-killings-haiti> [consulté le 19/09/2023]